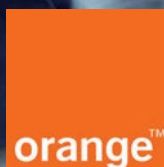




Assemblée générale mixte

**Vendredi 4 mai 2018
à 16h00**

**Maison de la Mutualité
24, rue Saint-Victor
75005 Paris**



Sommaire

Information et modalités pratiques	1
Comment vous informer ?	1
Comment participer à l'Assemblée générale ?	2
Comment voter ?	3
Comment remplir le formulaire joint à ce document ?	6
Le Groupe en 2017	7
Exposé sommaire de la situation du Groupe pour l'exercice 2017	7
Gouvernement d'entreprise	10
Le Conseil d'administration	10
Les Comités spécialisés	12
Le Comité Exécutif	12
Élection/Désignations à l'Assemblée générale du 4 mai 2018	13
Assemblée générale mixte du 4 mai 2018	15
Ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration	15
Compléments à l'ordre du jour	16
Projets de résolutions à soumettre à l'Assemblée générale mixte du 4 mai 2018	17
Principes et critères de rémunération des dirigeants mandataires sociaux en 2018	27
Synthèse des autorisations financières	30
Demande d'envoi de documents	33

Information et modalités pratiques

Comment vous informer ?

Pour tout renseignement sur Orange et son Assemblée générale annuelle :

Internet : www.orange.com/ag2018

E-mail : orange@relations-actionnaires.com

Téléphone : **0 800 05 10 10** Service & appel gratuits

ou +33 1 40 14 80 07 hors de France
de 9h00 à 18h00 (heure de Paris)
du lundi au vendredi

par courrier : Orange, BP 1010, 75721 Paris Cedex 15

La Responsabilité Sociale d'Entreprise fait partie intégrante de la stratégie du Groupe.

Le respect de l'**environnement** est l'un des engagements majeurs de cette politique qui peut être consultée en détail à l'adresse suivante :

www.orange.com/fr (dans le menu, rubrique « Human Inside » puis « Responsabilité d'entreprise »)

L'Assemblée générale est l'occasion d'associer les actionnaires d'Orange à cette démarche, notamment en essayant de limiter l'envoi massif de documents papier (avis de convocation, Document de référence...). C'est à ce titre qu'Orange **propose à ses actionnaires de privilégier les formules Internet, courriel ou téléphone**.

Les documents relatifs à l'Assemblée générale (en fonction de leur date de parution) peuvent être consultés dans leur intégralité sur le site www.orange.com/ag2018.

Le vote des actionnaires au porteur est également facilité par l'accès à la plateforme de vote en ligne **VOTACCESS** (voir *modalités détaillées* page 4).

Les actionnaires au nominatif peuvent à tout moment opter pour la e-convocation aux assemblées générales, en s'abonnant directement à ce service sur leur compte **Planetshares**, site de BNP Paribas Securities Services, avec leurs identifiants habituels. Ils peuvent par ailleurs voter en ligne depuis 2003.

Pour la première fois cette année, les **actionnaires assistant à l'Assemblée générale émargeront sur tablette numérique**, lors du retrait de leur boîtier de vote à l'accueil.

En utilisant les moyens d'information numériques, les actionnaires d'Orange participent activement à l'objectif environnemental que s'est fixé leur entreprise.

Pour plus d'informations sur les dispositifs de retransmission de l'Assemblée générale, rendez-vous sur le site :

www.orange.com/ag2018

Comment participer à l'Assemblée générale ?

L'Assemblée générale mixte des actionnaires d'Orange se tiendra le **vendredi 4 mai 2018 à 16h00 précises (accueil à partir de 14h30)** à :

Maison de la Mutualité – 24, rue Saint-Victor – 75005 Paris

Métro : ligne 10 « Maubert-Mutualité »

Bus : lignes 24 et 47, arrêt « Maubert-Mutualité » ; lignes 63, 86 et 87, arrêt « Monge-Mutualité »

Vous pouvez assister personnellement à l'Assemblée ou bien voter par correspondance ou par procuration.

Dans ces derniers cas, vous indiquerez votre choix en utilisant le formulaire de « vote par correspondance ou par procuration » joint à cette convocation. De plus, vous avez la possibilité de voter par Internet avant l'Assemblée générale.

Quel que soit le mode de participation que vous choisissiez, vous devez justifier de votre qualité d'actionnaire d'Orange.

En raison des mesures de sécurité, nous vous demandons de vous munir d'une pièce d'identité pour accéder à l'Assemblée générale.

De même, vos sacs et effets personnels sont susceptibles d'être contrôlés à l'entrée par les agents de sécurité.

Comment justifier de votre qualité d'actionnaire ?

- **Pour vos actions détenues au nominatif** : être inscrit en compte nominatif (pur ou administré) du dépositaire central au plus tard deux jours de Bourse ouvrés avant la date de l'Assemblée à 0h00, heure de Paris, soit le mercredi 2 mai 2018 à 0h00.
- **Pour vos actions détenues au porteur** : faire établir, dès que possible, une attestation de participation (attestation de détention de vos titres) par l'intermédiaire financier qui assure la gestion de votre compte titres. Pour être prise en compte, cette attestation devra être datée au plus tard du 30 avril 2018 (date d'enregistrement des titres) et parvenir à BNP Paribas Securities Services, banque centralisatrice pour l'Assemblée générale d'Orange, **le 3 mai 2018 avant 15 heures (date limite de réception)**.

Pour les attestations fournies avant la date d'enregistrement, l'intermédiaire financier s'engage à communiquer au centralisateur, BNP Paribas Securities Services, toute modification de quantité qui sera intervenue jusqu'au deuxième jour ouvré avant la date de l'Assemblée.

Comment voter ?

1. Je souhaite utiliser le formulaire joint pour assister à l'Assemblée générale, voter par correspondance, donner pouvoir au Président ou donner procuration à une autre personne

Je souhaite participer à l'Assemblée	
<p>Mes actions sont au nominatif</p> <ol style="list-style-type: none">1 Je noircis la case A du formulaire2 Je date et je signe en bas du formulaire3 Je retourne le formulaire à BNP Paribas Securities Services à l'aide de l'enveloppe T fournie BNP Paribas Securities Services doit recevoir mon formulaire au plus tard le 3 mai 2018 à 15 heures	<p>Mes actions sont au porteur</p> <ol style="list-style-type: none">1 Je noircis la case A du formulaire2 Je date et je signe en bas du formulaire3 Je retourne le formulaire le plus rapidement possible à l'intermédiaire financier (banque, société de bourse ou courtier en ligne) qui tient mon compte. Mon intermédiaire financier se charge d'envoyer le formulaire accompagné d'une attestation de participation à : BNP Paribas Securities Services CTS Service aux émetteurs – Assemblées – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex BNP Paribas doit recevoir ces documents au plus tard le 3 mai 2018 à 15 heures
<p>BNP Paribas Securities Services m'adresse ma carte d'admission, si ma demande est parvenue avant le 27 avril 2018</p> <p>✓</p>	<p>BNP Paribas Securities Services m'adresse ma carte d'admission, si ma demande est parvenue avant le 27 avril 2018</p> <p>✓</p>



Je me présente le jour de l'Assemblée avec ma carte d'admission et je vais retirer mon boîtier de vote à l'un quelconque des guichets « actionnaires avec carte ». Mon émargement se fait, cette année, sur tablette numérique.

Si votre demande de carte est parvenue à BNP Paribas Securities Services après le 27 avril 2018 à 15 heures, adressez-vous aux guichets des "actionnaires sans carte" ou des "actionnaires sans documents" le jour de l'Assemblée.

Si vous n'avez pas demandé votre carte d'admission :

- en qualité d'actionnaire au nominatif, vous pourrez participer à l'Assemblée générale sur simple présentation d'une pièce d'identité auprès du guichet prévu à cet effet, à l'accueil de l'Assemblée ;
- en qualité d'actionnaire au porteur, vous pourrez participer à l'Assemblée générale sur présentation d'une attestation de participation établie par votre intermédiaire financier et d'une pièce d'identité auprès du guichet prévu à cet effet à l'accueil de l'Assemblée.

Le jour de l'Assemblée, la feuille de présence sera arrêtée au plus tard à 17 heures. Tout actionnaire se présentant après cette heure limite aura la possibilité d'assister à l'Assemblée, mais ne pourra pas voter.

Je souhaite voter par correspondance ou être représenté(e) à l'Assemblée générale		
<p>Je vote par correspondance</p> <ol style="list-style-type: none">1 Je noircis la case "Je vote par correspondance" et j'indique mon vote Si vous désirez voter "contre" une résolution ou vous "abstenir" (l'abstention étant assimilée à un vote contre), vous noircissez la case correspondant au numéro de la résolution concernée Vous ne noircissez aucune case si vous votez "pour" à chaque résolution2 Je date et je signe en bas du formulaire	<p>Je donne pouvoir au Président</p> <ol style="list-style-type: none">1 Je noircis la case "Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée générale"2 Je date et je signe en bas du formulaire3 Mes voix s'ajouteront à celles du Président	<p>Je donne procuration à une autre personne</p> <ol style="list-style-type: none">1 Je noircis la case "Je donne pouvoir à :"2 Je précise l'identité (nom, prénom et adresse) de la personne qui me représentera3 Je date et je signe en bas du formulaire
<p>J'ai voté !</p> <p>✓</p>	<p>J'ai voté !</p> <p>✓</p>	<p>J'ai voté !</p> <p>✓</p>



Si mes actions sont au nominatif : je retourne le formulaire à BNP Paribas Securities Services en utilisant l'enveloppe T fournie.

Si mes actions sont au porteur : j'adresse le formulaire à l'intermédiaire financier (banque, société de bourse ou courtier en ligne) qui tient mon compte. Mon intermédiaire financier se charge d'envoyer le formulaire accompagné d'une attestation de participation datée au plus tard du 30 avril 2018 à : **BNP Paribas Securities Services – CTS Service aux émetteurs – Assemblées – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.**

2. Je souhaite utiliser Internet pour assister à l'Assemblée, voter par correspondance, donner pouvoir au Président ou donner procuration à une autre personne

Nous mettons à votre disposition la plateforme sécurisée VOTACCESS, en accès direct depuis votre compte-titres en ligne et qui offre toutes les possibilités : demander une carte d'admission, voter en ligne, donner pouvoir au Président, donner procuration à une autre personne, révoquer un mandat.

- L'accès au site est protégé par un identifiant et un mot de passe.
- Les échanges sont cryptés pour protéger la confidentialité du vote.



Comment voter par Internet ?

Je me connecte avant le 3 mai 2018 à 15 heures :

- sur <https://planetshares.bnpparibas.com> si je suis actionnaire au nominatif pur ou administré ;
- sur mon compte titres en ligne, si je suis actionnaire au porteur (sous réserve que mon teneur de compte ait adhéré à la plateforme de vote en ligne VOTACCESS).

Mes actions sont au nominatif pur

Vous devez vous connecter à Planetshares avec vos identifiants habituels.

Je connais mon identifiant et mon mot de passe :

Une fois connecté à Planetshares, à partir de la **page d'accueil**, cliquez en bas à droite sur **PARTICIPER AU VOTE**, puis laissez-vous guider.

Si j'ai égaré mon identifiant et/ou mon mot de passe :

Procédure identique à MES ACTIONS SONT AU NOMINATIF ADMINISTRÉ ci-dessous.



Mes actions sont au nominatif administré

Munissez-vous de votre formulaire de vote sur lequel figure votre identifiant et connectez-vous à Planetshares.

Exemple :

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ / For company's use only
Identifiant/Account : 01010 A1234567Z
Champ 1 Champ 2

Si vous n'avez pas votre mot de passe, vous pouvez le générer en cliquant sur le lien figurant sur la page de garde de Planetshares :

Cliquez sur le lien **MOT DE PASSE OUBLIÉ OU NON REÇU ?**

Puis, suivez les indications données à l'écran pour obtenir votre mot de passe.

Une fois connecté à Planetshares, à partir de la **page d'accueil**, cliquez en bas à droite sur **PARTICIPER AU VOTE**, puis laissez-vous guider.



Mes actions sont au porteur

Les actionnaires au porteur pourront utiliser la plateforme Internet VOTACCESS.

Cette plateforme VOTACCESS permet aux actionnaires au porteur, préalablement à la tenue de l'Assemblée générale, de transmettre électroniquement leurs instructions de vote, de demander une carte d'admission et de désigner ou révoquer un mandataire, dans les conditions ci-après :

- seuls les titulaires d'actions au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au système VOTACCESS et leur propose ce service pour cette Assemblée pourront y avoir accès ;
- l'accès à la plateforme VOTACCESS par le portail de l'établissement teneur de compte de l'actionnaire pourra être soumis à des conditions d'utilisation particulières définies par ce dernier, les actionnaires intéressés par ce service sont donc invités à se rapprocher de leur teneur de compte afin d'en vérifier les conditions d'utilisation ;
- après s'être identifié par l'intermédiaire du portail Internet de son établissement teneur de compte, l'actionnaire devra suivre les indications mentionnées à l'écran afin de valider ses instructions de vote, de désignation ou de révocation de mandataire ou sa demande de carte d'admission.

Le site Internet VOTACCESS pour cette Assemblée sera ouvert à compter du 12 avril 2018. La possibilité de voter, de donner mandat ou de révoquer un mandataire, de demander une carte d'admission par Internet avant l'Assemblée générale prendra fin le 3 mai 2018 à 15 heures, heure de Paris.



3. Je souhaite révoquer avant l'Assemblée la procuration que j'ai donnée à une autre personne

La révocation doit se faire dans les mêmes formes que celles requises pour la désignation du mandataire.

J'ai donné la procuration initiale en utilisant VOTACCESS

Mes actions sont au nominatif pur ou administré

Je me connecte à VOTACCESS via Planetshares, et je vais annuler la procuration que j'avais donnée, avant le 3 mai 2018, 15 heures



Mes actions sont au porteur

Je me connecte à VOTACCESS via mon compte titres en ligne, et je vais annuler la procuration que j'avais donnée, avant le 3 mai 2018, 15 heures



J'ai donné la procuration initiale par courriel

L'utilisation de l'adresse de courriel **paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com** pour donner un mandat ou révoquer un mandat est réservée aux seuls actionnaires **au porteur**.

Les deux étapes – courriel et confirmation de demande – décrites ci-dessous sont indissociables l'une de l'autre. Aucune demande de révocation de procuration ne sera prise en compte par BNP Paribas Securities Services si l'une de ces deux étapes du processus n'est pas remplie.

Pour pouvoir être prises en compte, les demandes de révocation de procuration doivent parvenir à BNP Paribas Securities Services avant le 3 mai 2018, 15 heures.

Mes actions sont au porteur

Je dois envoyer un courriel de révocation comportant mon nom, prénom, adresse, nom de la société dont je suis actionnaire et références bancaires de mon compte titres, ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire révoqué à l'adresse : **paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com**

Les demandes incomplètes ne seront pas prises en compte par BNP Paribas Securities Services.

Je dois ensuite m'adresser à mon intermédiaire financier qui assure la gestion de mon compte titres, pour qu'il envoie une confirmation écrite de ma demande au service Assemblées générales de BNP Paribas Securities Services.



J'ai donné la procuration initiale à l'aide du formulaire papier joint

Pour pouvoir être prises en compte, les demandes de révocation de procuration doivent parvenir à BNP Paribas Securities Services avant le 3 mai 2018, 15 heures. Le demandeur doit y faire figurer ses nom, prénom, adresse, nom de la société dont il est actionnaire, référence de son compte titres, ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire révoqué.

Mes actions sont au nominatif pur ou administré

Je dois adresser une demande de révocation écrite au service Assemblées générales de BNP Paribas Securities Services



Mes actions sont au porteur

Je dois m'adresser à mon intermédiaire financier qui assure la gestion de mon compte titres, pour qu'il envoie une demande écrite de révocation au service Assemblées générales de BNP Paribas Securities Services.



Pour tout problème technique lié au vote par Internet

Si mes actions sont au nominatif : je contacte le 01 55 77 65 00.

L'identifiant et le mot de passe de l'actionnaire inscrit au nominatif restent valables pour toutes les Assemblées générales ultérieures d'Orange utilisant le même site de vote.

Si mes actions sont au porteur : je contacte la plateforme de soutien technique en ligne de mon intermédiaire financier.

Le site de vote sécurisé dédié à l'Assemblée générale d'Orange sera ouvert le **12 avril 2018**.

Les possibilités de voter par Internet avant l'Assemblée générale seront interrompues le **3 mai 2018**, veille de l'Assemblée, à 15 heures, heure de Paris.

Afin d'éviter tout engorgement du site Internet dédié, et notamment le risque de non prise en compte du vote ainsi exprimé, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre le 3 mai 2018 pour voter.

Comment remplir le formulaire joint à ce document ?

N'envoyez pas directement votre formulaire à Orange.

Toutes les opérations relatives à l'Assemblée générale sont assurées par BNP Paribas Securities Services, banque centralisatrice de l'Assemblée générale d'Orange.

BNP Paribas Securities Services
CTS Service aux émetteurs – Assemblées
Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère
93761 Pantin Cedex.

Pour recevoir votre carte d'admission afin d'assister personnellement à l'Assemblée, noircissez la case A

Identifiant des actionnaires au nominatif (vote par Internet)

IMPORTANT : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side
Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci ☐ la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade box(es) like this ☐, date and sign at the bottom of the form.
A ☐ Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire // I wish to attend the shareholders' meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.
J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes // I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.

Orange

S.A. au capital de 10 640 226 396 €
Siège social : 78 rue Olivier de Serres
75015 PARIS
380 129 866 RCS Paris

Assemblée Générale Mixte des Actionnaires
Convoquée le 4 mai 2018 à 16h00
Maison de la Mutualité
24 rue Saint-Victor - 75005 Paris
Combined General Meeting for the shareholders
To be held on May 4th, 2018 at 4:00 pm (CET)
Maison de la Mutualité
24 rue Saint Victor - 75005 Paris - France

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY			
Identifiant - Account			
Nombre d'actions Number of shares	Nominatif Registered	Vote simple Single vote	
	Porteur Bearer	Vote double Double vote	
Nombre de voix - Number of voting rights			

1 JE VOTE PAR CORRESPONDANCE // I VOTE BY POST

Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci ☐ la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens.
I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors EXCEPT those indicated by a shaded box - like this ☐, for which I vote NO or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, je vote en noircissant comme ceci ☐ la case correspondant à mon choix.
On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this ☐.

									Oui / Non/No Yes Abst/Abs		Oui / Non/No Yes Abst/Abs	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	A		F	
10	11	12	13	14	15	16	17	18	B		G	
19	20	21	22	23	24	25	26	27	C		H	
28	29	30	31	32	33	34	35	36	D		J	
37	38	39	40	41	42	43	44	45	E		K	

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting
- Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée générale de voter en mon nom // I appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf
- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre) // I abstain from voting (is equivalent to vote NO)
- Je donne procuration [cf. au verso envoi (4)] à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom
// I appoint [see reverse (4)] M., Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :
In order to be considered, this completed form must be returned at the latest

sur 1^{re} convocation / on 1st notification sur 2^{de} convocation / on 2nd notification
le jeudi 3 mai 2018 avant 15 heures / on May 3rd, 2018 before 3 pm

à / to BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, CTS Assemblées, Grands Moulins de Pantin - 93761 PANTIN Cedex

2 JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Cf. au verso (3)

I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING
See reverse (3)

3 JE DONNE POUVOIR A : Cf. au verso (4)

I HEREBY APPOINT : See reverse (4)

M., Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name
Adresse / Address

ATTENTION : s'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.
CAUTION : if it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Cf au verso (1)
Surname, first name, address of the shareholder (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form). See reverse (1)

Quel que soit votre choix, n'oubliez pas de dater et de signer le formulaire

Inscrivez ici vos nom, prénom et adresse ou vérifiez-les s'ils y figurent déjà

Vous votez par correspondance, noircissez cette case

Pour être pris en compte, votre formulaire doit parvenir à BNP Paribas Securities Services au plus tard le 3 mai 2018 avant 15 heures

Pour donner pouvoir au Président de l'Assemblée générale, noircissez cette case

Pour donner pouvoir à une autre personne, noircissez cette case

Le Groupe en 2017

Exposé sommaire de la situation du Groupe pour l'exercice 2017

Principaux résultats financiers consolidés

Chiffre d'affaires	41,096 milliards d'euros
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	12,819 milliards d'euros
EBITDA	12,002 milliards d'euros
Résultat d'exploitation	4,917 milliards d'euros
Résultat net attribuable aux actionnaires d'Orange SA	1,906 milliard d'euros

(1) Ces ajustements de l'EBITDA sont décrits dans la partie « EBITDA » ci-dessous.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 41,096 milliards d'euros en 2017, soit une hausse de +1,2 % (+503 millions d'euros) à base comparable, deux fois supérieure à celle réalisée en 2016 (+0,6 %, +249 millions d'euros). En données historiques, le chiffre d'affaires 2017 enregistre une augmentation de +0,4 % par rapport à 2016, qui inclut :

- l'impact des variations de périmètre (+0,4 point) avec pour l'essentiel l'acquisition des sociétés Cellcom au Liberia et Tigo en

République démocratique du Congo (respectivement 9 mois et 6 mois d'activité en 2016) ; l'acquisition d'entités du groupe Bharti au Burkina Faso (avec 6 mois d'activité en 2016) et en Sierra Leone (avec 5 mois d'activité en 2016) ;

- l'effet des variations de change (-1,2 point) avec principalement la baisse de la livre égyptienne.

EBITDA

L'EBITDA ajusté du Groupe s'élève à 12,819 milliards d'euros en 2017, soit une hausse de +2,2 % à base comparable. L'EBITDA ajusté des activités télécoms s'élève à 12,880 milliards d'euros en 2017, en progression de +2,4 % à base comparable (+306 millions d'euros) malgré l'impact de la nouvelle régulation du *roaming* en Europe. Cette progression est notamment liée à la bonne performance de l'Espagne, de la France et du secteur Afrique Moyen-Orient.

L'optimisation de la structure de coûts permet de trouver la flexibilité nécessaire pour enrichir les offres de contenus et maintenir les efforts commerciaux notamment dans le domaine des ventes d'équipements mobiles. Parallèlement, les charges de personnel des activités télécoms enregistrent une baisse de -1,9 % en 2017 qui reflète la diminution du nombre moyen de salariés équivalents temps plein sur un an (-2,8 %). Les achats et reversements aux opérateurs et les coûts de publicité et de promotion sont également en recul sur l'année.

Les ajustements de l'EBITDA sont liés aux éléments exceptionnels suivants :

- en 2017 :
 - des charges spécifiques de personnel de 374 millions d'euros relatives principalement au dispositif « Temps Partiel Seniors » (TPS) en France et autres éléments liés aux charges de personnel,

- une charge sur divers litiges de 271 millions d'euros,
- des coûts de restructuration et d'intégration de 167 millions d'euros,
- une charge nette liée à la revue du portefeuille d'actifs de 5 millions d'euros ;
- en 2016 (en données à base comparable) :
 - des charges spécifiques de personnel de 525 millions d'euros relatives au dispositif « Temps Partiel Seniors » (TPS) en France et autres éléments liés aux charges de personnel,
 - des coûts de restructuration et d'intégration de 497 millions d'euros,
 - un produit net sur divers litiges de 10 millions d'euros,
 - une charge de 8 millions d'euros de frais de transaction relatifs aux négociations avec Bouygues Telecom dans le cadre des discussions qui avaient été engagées au 1^{er} trimestre 2016 en vue d'un rapprochement entre les deux sociétés.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du groupe Orange s'élève à 4,917 milliards d'euros en 2017, soit une augmentation de 840 millions d'euros par rapport à l'année 2016 (données historiques) liée à :

- la diminution pour 769 millions d'euros, de la perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations, soit 210 millions d'euros de dépréciation en 2017 (République démocratique du Congo, Niger et Luxembourg) contre 979 millions d'euros en 2016 ;
- la hausse de l'EBITDA pour 283 millions d'euros ;

- et l'amélioration des entités mises en équivalence pour 52 millions d'euros.

Ces éléments favorables sont partiellement compensés par :

- l'effet de l'acquisition de 65 % de Groupama Bank (devenue Orange Bank) pour 124 millions d'euros, avec une perte de 27 millions d'euros en 2017 contre un gain de 97 millions d'euros en 2016 ;
- et l'accroissement de la dotation aux amortissements pour 118 millions d'euros.

Résultat net

Le résultat net des activités poursuivies (2,114 milliards en 2017) enregistre une augmentation de 1,104 milliard d'euros par rapport à 2016 liée à :

- la progression de 840 millions d'euros du résultat d'exploitation ;
- l'amélioration du résultat financier de 382 millions d'euros, avec notamment une moindre dépréciation des titres BT conservés, la diminution du coût de l'endettement financier brut et l'amélioration du résultat de change financier ;
- que compense pour partie la hausse de 118 millions d'euros de la charge d'impôt sur les sociétés.

Le résultat net des activités cédées est en baisse de 2,224 milliards d'euros, avec le contre-effet de la comptabilisation en 2016 d'un résultat positif de 2,253 milliards d'euros relatif à EE correspondant au résultat de cession de EE pour 2,080 milliards d'euros et aux dividendes reçus d'EE en janvier 2016, préalablement à sa cession, pour 173 millions d'euros.

Au total, le résultat net de l'ensemble consolidé du Groupe s'élève à 2,143 milliards d'euros en 2017, soit une diminution de 1,120 milliard d'euros par rapport à 2016.

Investissements corporels et incorporels (CAPEX)

Les CAPEX du Groupe s'élèvent à 7,209 milliards d'euros en 2017, soit une augmentation de +3,4 % par rapport à l'année précédente.

La croissance des investissements dans le très haut débit s'accélère. Pour environ un tiers, cette croissance est liée aux investissements dans la fibre et concerne principalement la France, l'Espagne et la Pologne. En France, la progression des investissements dans la fibre est très soutenue et bénéficie pour partie des co-financements plus importants reçus des autres opérateurs. Au 31 décembre 2017, le Groupe totalise 26,6 millions de foyers raccordables au très haut débit (soit +6,3 millions sur un an, +31 %), dont 12,0 millions en Espagne, 9,1 millions en France, 2,5 millions en Pologne et 2,3 millions en Roumanie (suite à l'accord de partage croisé des réseaux avec Telekom Romania).

Pour environ les deux-tiers, la hausse des investissements dans le très haut débit concerne les investissements dans les services mobiles 4G et 4G+. Elle est principalement liée à l'accélération des déploiements dans le secteur Afrique Moyen-Orient, en France et en

Espagne. Le taux de couverture de la population en 4G au 31 décembre 2017 s'élève à 95,9 % en France, 95,7 % en Espagne, 99,8 % en Pologne, 99,7 % en Belgique, 93,2 % en Roumanie, 90 % en Slovaquie et 98 % en Moldavie. En France et en Espagne les investissements se concentrent sur l'amélioration de la qualité du service sur les lieux de vie et de loisirs, et dans les transports.

La hausse des investissements dans les systèmes d'information et les plateformes de services est liée au lancement de l'offre Orange Bank.

Les investissements dans l'équipement des clients sont en légère progression : le développement des offres convergentes en Belgique et en Espagne, est compensé par l'optimisation des coûts des *box* en France.

Le programme de modernisation des boutiques se poursuit : fin 2017, le Groupe compte 327 boutiques au nouveau concept *Smart Store*, dont 123 en France, 170 dans les autres pays européens et 34 dans le secteur Afrique Moyen-Orient.

Endettement financier net

L'endettement financier net du Groupe s'élève à 23,843 milliards d'euros au 31 décembre 2017, soit une diminution de 601 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2016. La stricte discipline observée dans l'allocation des ressources permet à la fois de soutenir la stratégie volontariste d'investissement et de tenir l'engagement pris d'une augmentation de 5 centimes d'euro du dividende au titre de l'exercice 2017, sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires.

Le ratio « endettement financier net sur EBITDA ajusté des activités télécoms » s'établit à 1,85x au 31 décembre 2017 après 1,93x au 31 décembre 2016, soutenu notamment par la croissance de l'EBITDA ajusté des activités télécoms. Il est en ligne avec l'objectif d'un ratio dette nette/EBITDA ajusté des activités télécoms autour de 2x à moyen terme.

Évolution du portefeuille d'actifs

Au 31 décembre 2016, Orange détenait une participation de 4 % dans BT Group, suite à la cession de sa participation dans EE en janvier 2016. Dans le cadre des accords de cession, Orange avait consenti un engagement de conservation de ses titres d'une durée d'un an. En juin 2017, Orange a choisi de réduire son exposition au titre BT avec la cession de 133 millions d'actions BT sur le marché (soit 1,33 % du capital de BT, pour 433 millions d'euros nets de frais au 22 juin 2017), et l'émission d'obligations échangeables en actions BT pour un montant de 517 millions de livres sterling (soit 585 millions d'euros). Au 31 décembre 2017, Orange conserve une participation de 2,67 % dans BT Group.

En octobre 2017, Orange a signé un accord portant sur l'acquisition d'un bloc majoritaire de Business & Decision, spécialiste de la Data et du Digital, acteur de la Business Intelligence et du Customer Relationship Management (gestion de la relation client). La finalisation de cette transaction, attendue au 1^{er} semestre 2018, est soumise à l'approbation des autorités de contrôle. Si la transaction est approuvée, Orange déposera une Offre Publique d'Achat simplifiée afin d'acquérir l'intégralité du capital de Business & Decision. L'acquisition de 100 % du capital est évaluée à environ 63 millions d'euros.

Dividende

Le Groupe confirme le versement d'un dividende de 0,65 euro par action pour 2017 sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires. Un acompte sur dividende, de 0,25 euro par action, a été payé le 7 décembre 2017 et le solde, soit 0,40 euro par action, sera payé le 7 juin prochain. La date de détachement est fixée au 5 juin 2018 et la date d'enregistrement au 6 juin 2018.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale annuelle 2019 le versement d'un dividende de 0,70 euro par action au titre de l'exercice 2018. Cette augmentation du dividende de 5 centimes d'euro sera incluse dans l'acompte sur dividende (0,30 euro par action) dont le versement est prévu en décembre prochain.



Conformément au décret n° 2014-1063 du 18 septembre 2014 relatif à la simplification de certaines obligations comptables, le tableau des Résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices ne figure plus dans cette brochure.

Vous pouvez le retrouver dans le Document de référence de la Société, accessible sur le site Internet dédié à l'Assemblée générale d'Orange : www.orange.com/ag2018.

Gouvernement d'entreprise

La Direction Générale et les orientations de l'activité d'Orange et leur mise en œuvre se répartissent entre le Président-Directeur Général et le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration se prononce sur l'ensemble des décisions relatives aux grandes orientations stratégiques, économiques, sociales, financières et technologiques d'Orange et veille à leur mise en œuvre par la Direction Générale.

Le Président-Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite

de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. L'article 2 du règlement intérieur du Conseil d'administration (disponible dans la rubrique « gouvernance » du site Orange.com) prévoit par ailleurs que le Président-Directeur Général doit obtenir l'autorisation du Conseil pour engager la Société dans certains cas.

Il est assisté dans cette tâche par deux Directeurs Généraux Délégués et le Comité Exécutif.

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de 15 membres.

La loi, les statuts d'Orange, et le code Afep-Medef de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées auquel se réfère Orange, organisent la composition du Conseil d'administration : le Président, sept administrateurs indépendants, trois administrateurs représentant la sphère publique, trois administrateurs élus par le personnel et un

administrateur élu par l'Assemblée générale sur proposition des membres du personnel actionnaires.

Le renouvellement de Stéphane Richard dont le mandat d'administrateur vient à expiration à l'issue de l'Assemblée générale est soumis au vote de l'Assemblée générale, ainsi que la ratification de la cooptation de Christel Heydemann.

Les membres du Conseil d'administration au 31 mars 2018

Président-Directeur Général

M. Stéphane Richard

Président-Directeur Général

Date de première nomination : 9 juin 2010

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2018

Administrateurs indépendants (nommés par l'Assemblée générale)

M. Alexandre Bompard

Président-Directeur Général de Carrefour

Administrateur indépendant

Date de cooptation : 7 décembre 2016

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2019

M. Charles-Henri Filippi

Associé-Gérant de Lazard

Administrateur indépendant

Date de première nomination : 5 février 2008

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2020

M^{me} Christel Heydemann

Président-Directeur Général de Schneider Electric France

Administrateur indépendant

Date de cooptation : 26 juillet 2017

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2020

M^{me} Helle Kristoffersen

Directrice de la Stratégie et Secrétariat Général de la branche Gas, Renewables & Power du groupe Total

Administratrice indépendante

Date de première nomination : 7 juin 2011

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2019

M. Bernard Ramanantsoa

Administrateur de sociétés, d'universités et de grandes écoles

Administrateur indépendant

Date de première nomination : 7 juin 2016

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2020

M^{me} Mouna Sepehri

Directrice Déléguée à la Présidence du groupe Renault, membre du Comité Exécutif

Administratrice indépendante

Date de cooptation : 22 octobre 2014

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2019

M. Jean-Michel Severino

Gérant d'I&P (Investisseurs et Partenaires)

Administrateur indépendant

Date de première nomination : 7 juin 2011

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2019

Administrateur élu par l'Assemblée générale et représentant les membres du personnel actionnaires

M^{me} Hélène Marcy

Chargée du pilotage de la communication d'une organisation professionnelle syndicale

Date de nomination : 25 juillet 2016 en qualité de remplaçante

Date d'entrée en fonction : 25 juillet 2016 à la suite de la démission de l'administrateur titulaire

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2018

Administrateurs représentant la sphère publique

Bpifrance Participations, représentée par Nicolas Dufourcq

Directeur Général de Bpifrance, représentant permanent de Bpifrance Participations

Date de première nomination (par l'Assemblée générale) : 28 mai 2013

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2021

M^{me} Anne Lange

Co-Fondatrice de Mentis

Date de première nomination : 27 mai 2015

Échéance du mandat : à l'issue de l'Assemblée générale annuelle 2019

M^{me} Lucie Muniesa

Directrice Générale Adjointe de l'Agence des participations de l'État

Date de première nomination : 4 février 2016

Échéance du mandat : 3 février 2020

Administrateurs élus par le personnel

M. Sébastien Crozier

Président de la CFE-CGC Orange

Date de première nomination : 3 décembre 2017

Échéance du mandat : 2 décembre 2021

M. Fabrice Jolys

Vendeur en boutique Orange

Date de première nomination : 3 décembre 2017

Échéance du mandat : 2 décembre 2021

M. René Ollier

Opérateur en UAT (Unité d'Assistance Technique) à Rouen

Date de première nomination : 3 décembre 2017

Échéance du mandat : 2 décembre 2021

Par ailleurs, sont notamment invités à participer au Conseil d'administration, le secrétaire du CCUES et, afin d'accroître la représentation des salariés à l'international au sein du Conseil, un représentant du Comité Groupe Monde. Ces représentants assistent avec voix consultative aux séances du Conseil.

Évolutions récentes

Au cours de l'année 2017, les évolutions suivantes sont intervenues dans la composition du Conseil :

- Le Conseil d'administration a été informé de la désignation, en qualité de représentant permanent de Bpifrance Participations, de Nicolas Dufourcq en remplacement de Jean-Yves Gilet. Cette nomination a pris effet à compter du 19 janvier 2017.
- En février 2017, le Conseil a nommé Alexandre Bompard et Nicolas Dufourcq membres du Comité Innovation et Technologie.
- L'Assemblée générale du 1^{er} juin 2017 a ratifié la cooptation d'Alexandre Bompard. Elle a également renouvelé le mandat d'administrateur de Bpifrance Participations pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.
- Lors de sa séance du 26 juillet 2017, le Conseil d'administration, après avoir pris acte de la démission de José-Luis Durán, a coopté Christel Heydemann en qualité d'administratrice.
- Par ailleurs, à l'issue des élections organisées en novembre 2017, Sébastien Crozier, Fabrice Jolys et René Ollier ont été élus administrateurs représentant les membres du personnel d'Orange.
- Enfin, en décembre 2017, le Conseil a nommé Sébastien Crozier membre du Comité d'Audit en remplacement de Ghislaine Coinaud, Fabrice Jolys membre du CGRSE en remplacement de Daniel Guillot et René Ollier membre du Comité Innovation et Technologie en remplacement de Daniel Bertho.

Fonctionnement du Conseil en 2017 et début 2018

Le Conseil d'administration a adopté en 2003 un règlement intérieur qui fixe les principes directeurs et les modalités de son fonctionnement et de celui de ses Comités. Il peut être consulté sur le site Internet www.orange.com, rubrique Groupe/Gouvernance.

Le règlement intérieur a été mis à jour à plusieurs reprises par le Conseil d'administration pour prendre en compte l'évolution de la gouvernance de la Société. La dernière mise à jour date du 25 octobre 2017 afin notamment de prendre en compte la participation sans voix délibérative d'un représentant du Comité Groupe Monde au Conseil, de mieux préciser la composition du Comité conjoint réunissant les trois Comités du Conseil, et de décider que le Président du Comité d'Audit le préside.

Le règlement intérieur précise notamment les compétences respectives du Conseil d'administration, du Président et du Directeur Général, en prévoyant des limites aux pouvoirs de ce dernier ; il fixe par ailleurs le domaine de compétence et les missions respectives des Comités du Conseil. Le règlement intérieur précise également les règles relatives à l'information des administrateurs et aux réunions du Conseil.

Le Conseil d'administration s'est réuni huit fois au cours de l'exercice 2017 avec un taux d'assiduité de 92 %. La durée moyenne d'une séance du Conseil d'administration est d'environ quatre heures.

Chaque séance est généralement précédée par la réunion d'un ou de plusieurs Comités du Conseil en vue de préparer ses délibérations. Les dossiers étudiés par les Comités font ainsi l'objet de rapports au Conseil d'administration.

Outre les étapes régulières de la vie de la Société (examen de la performance opérationnelle, des résultats trimestriels, des comptes semestriels et annuels, examen du budget, des facteurs de risques, fixation de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux, etc.), le Conseil a notamment examiné l'opération financière comprenant la vente d'une partie des actions de la société BT Group plc. détenues par Orange, le besoin de financement de filiales, et le plan d'investissement FTTH en Espagne et le suivi l'exécution du plan stratégique *Essentiels2020*. Le Conseil a également examiné le 25 octobre 2017 la modification de son règlement intérieur.

Le Conseil a fait usage des 29^e et 30^e résolutions de l'Assemblée générale du 1^{er} juin 2017 et a mis en œuvre, pour la période 2017-2019, un plan conditionné de rémunération variable pluriannuelle (*long term incentive plan* ou « LTIP ») en actions et a procédé à l'attribution gratuite d'actions de performance aux membres du personnel. L'examen par le Conseil d'administration des points consacrés à la désignation, à la rémunération et à l'évaluation des dirigeants mandataires sociaux est effectué hors la présence des intéressés.

Conformément aux dispositions du règlement intérieur, une réunion du Conseil d'administration a procédé à l'examen de l'existence et du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques financiers et non financiers. Cette réunion a été préparée par une réunion commune des trois Comités du Conseil.

Le Conseil d'administration s'est vu présenter le Bilan RSE 2016 du Groupe et le rapport détaillé RSE lui a été communiqué à cette occasion. Il a également approuvé les informations environnementales, sociales et les engagements sociétaux du Groupe dans le cadre du rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires.

Enfin, le Conseil a décidé du lancement d'une auto-évaluation de son fonctionnement après la tenue de l'Assemblée générale du 4 mai 2018 pour prendre en compte l'arrivée récente de nouveaux membres.

Les Comités spécialisés

Le Conseil d'administration s'appuie sur les travaux de trois Comités spécialisés : le Comité d'Audit, le Comité de Gouvernance et de Responsabilité Sociale et Environnementale (CGRSE) et le Comité Innovation et Technologie. Leur mission est d'éclairer les réflexions du Conseil d'administration et d'aider à la prise de décision. Ces Comités se réunissent autant que nécessaire. Leurs attributions et leurs modalités de fonctionnement sont déterminées par le règlement intérieur du

Conseil d'administration. Dans la logique du code Afep-Medef sur le gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, un rôle important est confié aux administrateurs indépendants. Orange considère également comme utile que chacun des Comités puisse bénéficier de la présence d'au moins un administrateur représentant la sphère publique et de celle d'au moins un administrateur issu du personnel.

Composition au 31 mars 2018

Comité d'Audit

Président : **M. Bernard Ramanantsoa**

Membres : M. Sébastien Crozier, M^{me} Christel Heydemann, M^{me} Lucie Muniesa, M. Jean-Michel Severino

Le Comité d'Audit s'est réuni sept fois en 2017, avec un taux d'assiduité de 90,9 %. Il a auditionné régulièrement les dirigeants de la Société et les principaux responsables de la fonction Finance. Dans le cadre de son activité, il a notamment analysé les comptes annuels et semestriels ainsi que les résultats trimestriels, examiné le budget, les risques majeurs auxquels le Groupe pourrait être confronté, la politique de refinancement de la dette du Groupe et de placement de ses liquidités et les honoraires des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2017.

Comité de Gouvernance et de Responsabilité Sociale et Environnementale

Présidente : **M^{me} Mouna Sepehri**

Membres : M. Charles-Henri Filippi, M. Fabrice Jolys, M^{me} Anne Lange

Le CGRSE s'est réuni six fois en 2017, avec un taux d'assiduité de 92 %. Il a notamment examiné les questions suivantes : définition des propositions d'objectifs et des modalités de calcul de la part variable de la rémunération des mandataires sociaux ainsi que de la répartition des jetons de présence des administrateurs, suivi de la mise en place du plan conditionné de rémunération variable pluriannuelle (*long term incentive plan* ou LTIP) pour les dirigeants mandataires sociaux, les membres du Comité Exécutif et aux membres du personnel désignés « Executives » et « Leaders ». Le CGRSE a également examiné la situation des administrateurs indépendants au regard des critères

d'indépendance posés par le code Afep-Medef, diligenté les travaux d'évaluation des modalités de fonctionnement du Conseil et de ses Comités incluant la mesure de la contribution effective des administrateurs et a préparé et soumis ses recommandations au Conseil. Il a en outre pris connaissance du rapport d'activité annuel de l'administrateur référent, des orientations du Groupe en matière de responsabilité sociale et environnementale et débattu des thématiques RSE importantes et suivi l'évolution des indicateurs du baromètre social. Enfin, le CGRSE a également débattu de la composition du Conseil d'administration et fait des propositions de nomination au sein du Conseil et de ses Comités, notamment suite à la démission de José-Luis Durán.

Comité Innovation et Technologie

Présidente : **M^{me} Helle Kristoffersen**

Membres : M. Alexandre Bompard, M^{me} Hélène Marcy, M. René Ollier, Bpifrance Participations représentée par M. Nicolas Dufourcq

Le Comité Innovation et Technologie s'est réuni quatre fois en 2017, avec un taux d'assiduité de 95 %. Il s'est fait présenter le bilan deux ans après la première réunion du Comité Innovation et Technologie sur les grands projets d'innovation et de recherche, la création de valeur de l'innovation et la contribution associée au plan stratégique *Essentiels2020*, l'Internet des Objets, le cloud, les brevets puis la stratégie en matière de propriété intellectuelle et les enjeux de l'intelligence artificielle pour le Groupe.

Le chapitre 4 du Document de référence d'Orange pour l'exercice 2017, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2018 et disponible sur www.orange.com, comprend une description exhaustive des organes d'administration et de Direction Générale.

Le Comité Exécutif

La Direction du Groupe est assurée par un Comité Exécutif composé, avec le Président-Directeur Général, de onze membres dont deux Directeurs Généraux Délégués, trois Directeurs Généraux Adjointes et cinq Directeurs Exécutifs en charge des divisions et des fonctions du Groupe.

Le Comité Exécutif assure la Direction du Groupe et coordonne la mise en œuvre des orientations stratégiques. Il contrôle la réalisation des objectifs en matière opérationnelle, sociale, technique et d'affectation de ressources financières. Il se réunit chaque semaine.

Élection/Désignations à l'Assemblée générale du 4 mai 2018

Renouvellement d'un administrateur et ratification de la cooptation d'une administratrice indépendante

Le mandat de Stéphane Richard vient à expiration à l'issue de l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration d'Orange du 20 février 2018 a voté en faveur du renouvellement de son mandat comme administrateur d'Orange dans la perspective de sa reconduction en tant que Président du Conseil d'administration. Des éléments justifiant la poursuite de cette confiance ont été publiés à l'issue de ce Conseil ; il vous est alors proposé de le renouveler pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Stéphane Richard, né en 1961, est Président-Directeur Général d'Orange depuis le 1^{er} mars 2011. Il a rejoint le groupe Orange en septembre 2009 et a exercé successivement les fonctions de Directeur Général Adjoint chargé des Opérations France, de Directeur Général Délégué et de Directeur Général. Entre 1992 et 2003, Stéphane Richard a été successivement adjoint du Directeur Financier de la Compagnie Générale des Eaux, Directeur Général de la Compagnie immobilière Phénix et Président de la CGIS (Compagnie Générale d'Immobilier et de Services) devenue Nexity. Entre 2003 et 2007, il était Directeur Général Adjoint de Veolia Environnement et Directeur Général de Veolia Transport ainsi qu'administrateur d'Orange. De 2007 à 2009, Stéphane Richard était Directeur de cabinet du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Stéphane Richard est diplômé de l'École des hautes études commerciales (HEC) et de l'École nationale d'administration (ENA). Il est Chevalier de la Légion d'Honneur. Il est de nationalité française.

Stéphane Richard détient, à la date de ce document, 31 340 actions de la Société.

Le Conseil d'administration du 26 juillet 2017 a décidé de nommer Madame Christel Heydemann par la voie de la cooptation en remplacement de Monsieur José-Luis Durán, démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir de ce dernier.

Le Comité de Gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE) avait été mandaté aux fins de recherche d'un profil féminin, scientifique et digital, afin de remplacer José-Luis Durán, démissionnaire. Dans ce cadre, Christel Heydemann a été identifiée compte tenu notamment de son profil de dirigeant opérationnel aux compétences reconnues dans des domaines représentant de forts enjeux pour le Groupe (digital, télécommunications, international).

Avec cette cooptation, le Conseil compte six femmes sur quinze administrateurs, ce qui, hors les trois administrateurs élus par le personnel non comptabilisés en matière de représentation équilibrée des femmes et des hommes, représente une proportion de 50 % de femmes.

Christel Heydemann, née en 1974, est Président-Directeur Général de Schneider Electric France et membre du Comité Exécutif de Schneider Electric depuis avril 2017. Christel Heydemann débute sa carrière en 1997 au sein du Boston Consulting Group. En 1999, elle intègre Alcatel où elle occupe différents postes à responsabilités, notamment dans le cadre de la fusion entre Alcatel et Lucent. En 2004, elle rejoint le département commercial d'Alcatel-Lucent et prend en charge les comptes stratégiques SFR et Orange. En 2008, elle est nommée Directrice commerciale France et membre du Comité de Direction d'Alcatel-Lucent France. En 2009, elle négocie une alliance stratégique avec HP aux États-Unis avant d'être promue en 2011 Directrice Générale des Ressources Humaines et de la transformation et membre du Comité Exécutif. Christel Heydemann a rejoint Schneider Electric en 2014 au poste de Directrice des alliances stratégiques avec pour mission d'accélérer le lancement des solutions IoT via le développement d'un écosystème de partenaires, avant d'être nommée en février 2016 Directrice de la stratégie et des alliances. Christel Heydemann est diplômée de l'École polytechnique et de l'École Nationale des Ponts et Chaussées. Elle est de nationalité française.

Christel Heydemann détient, à la date de ce document, 1 000 actions de la Société.

Élection de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires

Le mandat de M^{me} Hélène Marcy, administratrice représentant les membres du personnel actionnaires élue par l'Assemblée générale du 27 mai 2014, arrivant à son terme, il convient de désigner son successeur.

En application des articles L. 225-23 et L. 225-102 du Code de commerce et de l'article 13.3 des statuts, trois candidats issus des Fonds Communs de Placement d'Entreprise (FCPE) Orange Actions et Orange Ambition International et des salariés actionnaires détenant des actions Orange au nominatif éligibles sont proposés au vote de votre Assemblée générale, à savoir un représentant au titre de chaque dispositif.

Chaque candidature est accompagnée de celle d'un remplaçant appelé à assurer les fonctions de l'administrateur élu en cas de vacance du poste du titulaire.

Sont ainsi proposés les candidats suivants :

- Monsieur Luc Marino avec pour remplaçant Monsieur Philippe Charry ;
- Monsieur Babacar Sarr avec pour remplaçant Monsieur Wahib Kaddou ;

- Madame Marie Russo avec pour remplaçant Monsieur Yves Terrail.

Luc Marino, 53 ans, est membre du Conseil de surveillance du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions. Il est responsable de la performance et de l'optimisation des processus de déploiement des réseaux, d'architecture/ingénierie et de *change management* au sein d'Orange. Il a débuté sa carrière en 1989 en qualité d'attaché commercial entreprises chez France Télécom au sein de l'agence de Cergy Pontoise. Il devient par la suite responsable de projets du SI d'Orange de 1995 à 1997 avant de passer maître d'ouvrage du SI de 1997 à 2002. Il poursuit sa carrière au sein du Groupe dans des fonctions de responsable de groupe de soutien et de pilotage de projets transverses complexes. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur de Télécom Sud Paris et d'une maîtrise E.E.A. (Electronique, Electrotechnique, Automatique) de l'Université Paul-Sabatier à Toulouse. Il est de nationalité française.

Luc Marino détient 469 parts du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions.

Philippe Charry, 60 ans, est membre du Conseil de surveillance du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions. Il est cadre supérieur affecté à la Direction Orange d'Île-de-France. Il est entré dans l'entreprise en 1978 en qualité d'agent d'exploitation, puis est parvenu par promotion interne à des fonctions de cadre supérieur à partir de 1996. Il a occupé différentes responsabilités de management de la relation client et d'animation commerciale dans les unités opérationnelles de plusieurs régions. Il est depuis 2010 en charge de responsabilités syndicales au sein de la fédération FO COM dont il est depuis 2015 le Secrétaire Général. Il est de nationalité française.

Philippe Charry détient 1 416 parts du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions.

Babacar Sarr, né en 1967, est Président du Conseil de surveillance du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Ambition International. Il est également membre du Conseil de la Fondation d'entreprise Sonatel depuis janvier 2018 et administrateur au Conseil de surveillance de la mutuelle santé des retraités de Sonatel depuis octobre 2017. Il a intégré le groupe Sonatel en 1992. Depuis 25 ans, il a exercé plusieurs fonctions commerciales au sein du groupe Sonatel avant d'occuper différentes positions au sein d'organisations syndicales. Il a ainsi été successivement secrétaire syndical régional du syndicat des travailleurs de Sonatel (SYTS) de la région de Kaolack en 2007, puis Secrétaire Général du SYTS à compter de 2012 et Président de la fédération des syndicats du groupe Orange en Afrique en 2013. Depuis 2015, il est membre du Comité Groupe Monde Orange et administrateur de la caisse de sécurité sociale du Sénégal. Babacar Sarr est diplômé de l'Institut Supérieur d'Informatique de Dakar et titulaire d'un BTS comptabilité. Il est de nationalité sénégalaise.

Babacar Sarr détient 280 parts du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Ambition International.

Wahib Kaddou, né en 1971, est membre du Conseil de surveillance du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Ambition International. Il est responsable coordination patrimoine au sein de la direction infrastructures & déploiement d'Orange Maroc. Il a débuté sa carrière au sein du cabinet CMKB, cabinet d'expertise comptable et commissariat aux comptes en 1999 puis a intégré Régus Maroc en qualité d'assistant commercial en 2000. Il a rejoint Médi Télécom (devenue Orange Maroc) en 2001 en tant que responsable de la gestion comptable énergie au sein de la direction des ressources financières et comptabilité. Wahib Kaddou est titulaire d'un diplôme universitaire d'études appliquées (DUEA) en commerce international de l'Université de Formation Continue d'Alger ainsi que d'un BTS en comptabilité & gestion administrative des entreprises de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Oran (CCIO) en Algérie. Il est de nationalité marocaine.

Wahib Kaddou détient 111 parts du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Ambition International.

Marie Russo, née en 1970, travaille depuis près de 25 ans chez Orange où elle a exercé ses compétences dans les domaines commercial, marketing et développement des compétences, en France (Paris et région) et en Europe (Luxembourg, Belgique, Pays Bas). Soucieuse de défendre simultanément le développement et l'avenir du Groupe, elle est depuis plusieurs années membre active de la CFE-CGC et de l'ADEAS. Représentante du personnel, elle a exercé différents mandats au sein du Groupe. Depuis 2015, elle est Présidente du Conseil d'administration d'OPCALIA, 2^e organisme paritaire collecteur agréé qui collecte plus d'un milliard d'euros de fonds issus de la formation professionnelle et de la taxe d'apprentissage.

Marie Russo détient 209 actions Orange au nominatif et 63 parts du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions.

Yves Terrail, né en 1962, est cadre supérieur à la Direction de l'Immobilier du Groupe. Diplômé d'études supérieures de comptabilité et de fiscalité, il a intégré le Groupe en 1990 en qualité de responsable administratif et financier d'une filiale de 300 personnes dédiée à la vente, l'installation et la maintenance d'équipements téléphoniques auprès des entreprises. Il a poursuivi sa carrière dans différentes entités du Groupe, dans des fonctions techniques et commerciales puis dans les fonctions support, afin d'y développer de bonnes pratiques de gestion et d'optimisation des coûts. Il a par la suite rejoint la Direction de l'Immobilier du Groupe en tant qu'expert immobilier où il est actuellement gestionnaire d'un portefeuille d'actifs. En parallèle, il s'est investi dans la représentation du personnel avec plusieurs mandats à son actif.

Yves Terrail détient 332 actions Orange au nominatif et 4308 parts du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions.

Le candidat ayant recueilli le plus grand nombre de voix, outre la majorité requise pour la partie ordinaire de l'Assemblée générale, soit plus de 50 % des actionnaires présents et représentés, sera valablement désigné administrateur. La durée de ses fonctions est de 4 ans et son mandat prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021, soit en 2022.

En cas de vacance pour quelque raison que ce soit, le remplaçant entrera immédiatement en fonctions, pour la durée restant à courir du mandat du titulaire.

Assemblée générale mixte du 4 mai 2018

Ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration

À titre ordinaire

- Rapport de gestion du Conseil d'administration.
- Rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice.
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice.
- Affectation du résultat et fixation du montant du dividende.
- Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.
- Renouvellement d'un administrateur.
- Ratification de la cooptation d'un administrateur.
- Élection de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires.
- Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 aux dirigeants mandataires sociaux.
- Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux dirigeants mandataires sociaux.
- Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions de la Société.

À titre extraordinaire

- Rapport du Conseil d'administration.
- Rapports des Commissaires aux comptes.
- Autorisation au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions au bénéfice de dirigeants mandataires sociaux et de certains membres du personnel du groupe Orange.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des émissions d'actions ou de valeurs mobilières complexes, réservées aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.
- Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions.
- Pouvoirs.

Compléments à l'ordre du jour

L'ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration est complété de la demande d'inscription de résolution et d'amendement ainsi que d'un point à l'ordre du jour ci-après, présentés par des actionnaires conformément à l'article L. 225-105 du Code de commerce.

Le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 28 mars 2018, a agréé le projet de résolution ci-dessous proposé par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions, qui dès lors devient la vingtième résolution.

À titre extraordinaire

Vingtième résolution : Modification de l'article 13 des statuts sur l'élection de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires

En revanche, l'ensemble des autres projets de résolutions proposés au titre de l'article précité n'a pas été agréé par le Conseil d'administration lors de cette même réunion.

Par conséquent, le Conseil d'administration invite les actionnaires à ne pas les approuver ou à s'abstenir.

Projets de résolutions proposés par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions

À titre ordinaire

Résolution A

Amendement à la troisième résolution – Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tel que ressortant des comptes annuels.

Résolution B

Option pour le paiement du solde du dividende en actions.

Résolution C

Autorisation au Conseil d'administration à l'effet, en cas de décision de verser un acompte sur dividende, de proposer aux actionnaires une option entre le paiement en numéraire ou en actions pour la totalité de cet acompte.

À titre extraordinaire

Résolution D

Modification de l'article 13 des statuts sur le cumul des mandats

Point inscrit à l'ordre du jour à la demande du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions, sans vote

- Un nouveau plan d'attribution gratuite d'actions pour les dirigeants, quid pour les salariés ?

Projets de résolutions à soumettre à l'Assemblée générale mixte du 4 mai 2018



Vous trouverez le rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions proposés par le Conseil d'administration, ainsi que les rapports des Commissaires aux comptes, au chapitre 6 du Document de référence de la Société. S'y trouvent également l'ensemble des documents requis par l'article R. 225-88 du Code de commerce (documents adressés aux actionnaires qui en font la demande avant l'Assemblée générale annuelle).

Le Document de référence est accessible sur le site Internet dédié à l'Assemblée générale d'Orange : www.orange.com/ag2018

Présentation des résolutions à soumettre à l'Assemblée générale à titre ordinaire



Résolutions 1 et 2 : Approbation des comptes

Aux termes des première et deuxième résolutions, il est proposé à l'Assemblée générale d'approuver les comptes annuels de la Société ainsi que les comptes consolidés du groupe Orange au 31 décembre 2017.

Il est précisé qu'au titre de l'exercice 2017, les dépenses ou charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts se sont élevées à 1 765 057 euros et l'impôt y afférent à 784 215 euros.

Première résolution

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. Elle arrête le bénéfice de cet exercice à 2 633 825 885,95 euros.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.



Résolution 3 : Affectation du résultat et fixation du montant du dividende

Il est proposé à l'Assemblée générale de constater que, compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 2 633 825,95 euros et du report à nouveau créditeur de 5 994 729 586,59 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé ci-après), le bénéfice distribuable au 31 décembre 2017 s'élève à 8 628 555 472,54 euros. Le montant de la réserve légale étant égal au minimum de 10 % du capital social requis par les textes, aucune dotation n'est proposée à l'Assemblée générale.

Conformément à la politique de distribution des dividendes annoncée par votre Conseil en 2017, il est proposé à l'Assemblée générale de décider de verser aux actionnaires, à titre de dividende, **0,65 euro par action**.

Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,25 euro par action payé en décembre 2017, **le solde à distribuer s'élèverait à 0,40 euro par action**. Le solde qui serait ainsi versé est entendu net de la contribution additionnelle de 3 % à l'impôt sur les sociétés (article 235 ter ZCA du Code général des impôts), directement réglée par la Société.

Le solde du dividende à distribuer serait **mis en paiement le 7 juin 2018** au profit des titulaires d'actions ayant droit au dividende, c'est-à-dire ceux qui détiendront, à la date de détachement du dividende (date se situant, pour la France, 2 jours ouvrés avant la date de mise en paiement, soit le 5 juin 2018), des actions Orange donnant droit au dividende au titre de l'exercice 2017.

Sur la base du nombre d'actions donnant droit à dividende constaté au 31 décembre 2017, le montant global du solde du dividende s'élèverait à 1 063 823 589 euros.

Le nombre d'actions ayant droit à dividende pouvant évoluer jusqu'à la date de mise en paiement, l'Assemblée générale conférerait tous pouvoirs au Conseil d'administration pour déterminer le montant global définitif du dividende, puis le solde du bénéfice distribuable et, en conséquence, le montant à porter au poste « report à nouveau ».

Troisième résolution

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tel que ressortant des comptes annuels

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- (i) constate que compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 2 633 825 885,95 euros et du report à nouveau créditeur de 5 994 729 586,59 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé au (iii) ci-après), le bénéfice distribuable s'élève à 8 628 555 472,54 euros ;
- (ii) décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 0,65 euro par action et d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste « Report à nouveau » ;

- (iii) prend acte que, compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 0,25 euro par action mis en paiement le 7 décembre 2017, le solde du dividende à distribuer s'élève à 0,40 euro par action.

La date de détachement du dividende est le 5 juin 2018 et le solde du dividende à distribuer sera mis en paiement le 7 juin 2018.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de déterminer le montant global du dividende, étant précisé que les actions détenues par la Société au 7 juin 2018 n'auront pas droit au paiement du solde du dividende à distribuer et, en conséquence, de déterminer le montant du solde du bénéfice distribuable qui sera affecté au poste « Report à nouveau ».

Il est précisé que le solde du dividende à distribuer est éligible à hauteur du montant brut perçu à l'abattement de 40 % en application du 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts, bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions (hors auto-détention)	Dividende par action	Quote-part du dividende éligible à l'abattement de 40 %
2014	2 648 650 208	0,60 €	100 %
2015	2 659 400 794	0,60 €	100 %
2016	2 659 846 780	0,60 €	100 %



Résolution 4 : Approbation des conventions réglementées

Aucune convention réglementée n'a été approuvée par le Conseil d'administration au cours de l'exercice 2017. Seules les conventions antérieurement autorisées dont les effets se sont poursuivis font donc l'objet du rapport spécial des Commissaires aux comptes dont il est demandé aux actionnaires de prendre acte.

Ces conventions ont par ailleurs été présentées au Conseil d'administration du 20 février 2018 pour réexamen annuel, conformément aux dispositions de l'article L. 225-40-1 du Code de commerce.

Les conventions concernées sont les mêmes que celles figurant dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes soumis à votre Assemblée, à savoir les avenants conclus avec la société Novalis ayant pour objet d'étendre aux mandataires sociaux le champ d'application des contrats du groupe Orange relatifs aux frais de santé, d'une part, et à la couverture décès, incapacité, invalidité, d'autre part. Les mandataires sociaux concernés sont Stéphane Richard et les Directeurs Généraux Délégués.

Quatrième résolution

Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après

avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes, prend acte des conclusions dudit rapport et constate qu'aucune convention visée par l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclue lors de l'exercice 2017.



Résolutions 5 et 6 : Renouvellement et ratification de la cooptation d'administrateurs

Le mandat de M. Stéphane Richard vient à expiration à l'issue de l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration du 20 février 2018 a voté en faveur du renouvellement du mandat de Stéphane Richard comme administrateur d'Orange dans la perspective de son renouvellement en tant que Président du Conseil d'administration. Des éléments justifiant cette confiance renouvelée ont été publiés à l'issue de ce Conseil ; il vous est alors proposé de le renouveler pour une durée de 4 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Par ailleurs, le Conseil d'administration du 26 juillet 2017 a décidé de nommer M^{me} Christel Heydemann par la voie de la cooptation en remplacement de M. José-Luis Durán, démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir de ce dernier.

Conformément à l'article L. 225-24, alinéa 4 du Code de commerce, cette nomination doit, pour être valable, être présentée à la plus prochaine Assemblée générale. C'est pourquoi, il est demandé aux actionnaires de ratifier la cooptation de M^{me} Christel Heydemann.

Une présentation plus détaillée des propositions de nominations figure en page 13 de la présente brochure.

Cinquième résolution

Renouvellement du mandat d'un administrateur

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de M. Stéphane Richard viendra à expiration à l'issue de la présente assemblée générale et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de renouveler son mandat d'administrateur pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Sixième résolution

Ratification de la cooptation d'un administrateur

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la nomination en tant qu'administrateur de M^{me} Christel Heydemann, décidée par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 26 juillet 2017, en remplacement de M. José-Luis Durán, démissionnaire.



Résolutions 7 à 9 : Élection de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires

Le mandat de M^{me} Hélène Marcy, administratrice représentant les membres du personnel actionnaires élue par l'Assemblée générale du 27 mai 2014, venant à expiration, il convient de désigner son successeur.

Sont présentés au vote de l'Assemblée générale des actionnaires trois candidats et leurs remplaçants, chaque candidature faisant l'objet d'une résolution particulière. Conformément à la loi et aux statuts de la Société, les candidats à cette fonction (titulaire et remplaçant) ont été désignés par chacun des Conseils de surveillance des Fonds Communs de Placement d'Entreprise (FCPE) détenant des actions Orange ainsi que par le collège des actionnaires détenant des actions Orange au nominatif éligibles.

Sera élu le candidat qui aura recueilli, outre la majorité requise, le plus grand nombre de voix.

Ce mandat serait donné pour une période de quatre ans. Il viendrait à expiration en 2022, à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2021.

Une biographie des candidats figure en pages 13-14 de la présente brochure.

Avertissement : Conformément à l'article 13.3 des statuts de la Société, seul un des trois candidats aux fonctions d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires peut être élu par la présente Assemblée. Chaque candidature fait l'objet d'une résolution particulière. Sera élu le candidat qui aura recueilli, outre la majorité requise, le plus grand nombre de voix.

Septième résolution

Élection de M. Luc Marino en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, élit, en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires, M. Luc Marino, ayant pour remplaçant M. Philippe Charry, candidats du Fonds Commun de Placement d'Entreprise « Orange Actions », pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Huitième résolution

Élection de M. Babacar Sarr en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, élit,

en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires, M. Babacar Sarr, ayant pour remplaçant M. Wahib Kaddou, candidats du Fonds Commun de Placement d'entreprise « Orange Ambition International », pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Neuvième résolution

Élection de M^{me} Marie Russo en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, élit, en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires, M^{me} Marie Russo, ayant pour remplaçant M. Yves Terrail, candidats des salariés actionnaires au nominatif, pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.



Résolutions 10 à 13 : Approbation des éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux de la Société

Suite à l'adoption le 9 décembre 2016 de la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi « Sapin II », et en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, les actionnaires sont appelés à se prononcer sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 sous la forme d'une résolution soumise au moins chaque année à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires.

À ce titre, il est donc proposé aux actionnaires le vote d'une résolution sur la rémunération individuelle de chacun des quatre dirigeants mandataires sociaux : Stéphane Richard, Président-Directeur Général d'Orange (dixième résolution), et Ramon Fernandez, Pierre Louette et Gervais Pellissier, Directeurs Généraux Délégués (respectivement onzième, douzième et treizième résolutions).

Les tableaux ci-après reprennent une synthèse de ces éléments de rémunération.

Montants bruts (en euros)	Montants dus au titre de l'exercice à Stéphane Richard	Montants versés au cours de l'exercice à Stéphane Richard	Montants dus au titre de l'exercice à Ramon Fernandez	Montants versés au cours de l'exercice à Ramon Fernandez	Montants dus au titre de l'exercice à Pierre Louette	Montants versés au cours de l'exercice à Pierre Louette	Montants dus au titre de l'exercice à Gervais Pellissier	Montants versés au cours de l'exercice à Gervais Pellissier
Rémunération fixe	900 000	900 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Rémunération variable	533 250	640 906	296 250	300 000	296 250	300 000	355 500	427 271
Rémunération variable pluriannuelle	300 000		160 000		166 667		200 000	
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0	0	0	0	0
Jetons de présence	0 ⁽¹⁾	0 ⁽¹⁾	NA ⁽²⁾	NA ⁽²⁾	NA ⁽²⁾	NA ⁽²⁾	NA ⁽²⁾	NA ⁽²⁾
Attribution d'options d'actions, d'actions de performance ou d'éléments de rémunération de long terme	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Indemnités liées à la prise ou cessation de fonction	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Régime de retraite supplémentaire	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Avantages en nature	11 749	11 749	9 948	9 948	32 557	32 557	17 805	17 805
Total	1 744 999	1 552 655	1 066 198	909 948	1 095 474	932 557	1 173 305	1 045 076

(1) Stéphane Richard a renoncé à percevoir ses jetons de présence.

(2) Non applicable car non administrateur d'Orange.

Une présentation détaillée de la rémunération des mandataires sociaux est donnée à la section 4.4.1.1 du Document de référence.

Dixième résolution

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à M. Stéphane Richard, Président-Directeur Général

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Stéphane Richard au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels que présentés dans la section 4.4.1.1 du Document de référence de la Société relatif à l'exercice 2017.

Onzième résolution

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à M. Ramon Fernandez, Directeur Général Délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Ramon Fernandez au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels que présentés dans la section 4.4.1.1 du Document de référence de la Société relatif à l'exercice 2017.

Douzième résolution

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à M. Pierre Louette, Directeur Général Délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Pierre Louette au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels que présentés dans la section 4.4.1.1 du Document de référence de la Société relatif à l'exercice 2017.

Treizième résolution

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à M. Gervais Pellissier, Directeur Général Délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Gervais Pellissier au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels que présentés dans la section 4.4.1.1 du Document de référence de la Société relatif à l'exercice 2017.

**Résolutions 14 et 15 : Approbation des principes et critères de rémunération du Président-Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués**

Conformément à l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, les actionnaires doivent approuver en Assemblée générale les principes et critères de détermination, répartition et attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages en nature attribuables aux dirigeants mandataires sociaux.

Les quatorzième et quinzième résolutions ont donc pour objet de proposer aux actionnaires le vote sur la politique de rémunération du Président-Directeur Général au titre de l'exercice 2018, Stéphane Richard (14^e résolution) ainsi que des Directeurs Généraux Délégués, Ramon Fernandez et Gervais Pellissier (15^e résolution).

Le détail de cette politique figure dans le Rapport sur les rémunérations et avantages des dirigeants mandataires sociaux établi par votre Conseil, à la section 4.4.1.2 *Principes et critères de rémunération des dirigeants mandataires sociaux en 2018* du Document de référence 2017.

Quatorzième résolution

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président-Directeur Général

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président-Directeur Général à raison de son mandat, tels que détaillés dans la section 4.4.1.2 du Document de référence de la Société relatif à l'exercice 2017.

Quinzième résolution

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux Directeurs Généraux Délégués

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux Directeurs Généraux Délégués à raison de leur mandat, tels que détaillés dans la section 4.4.1.2 du Document de référence de la Société relatif à l'exercice 2017.

**Résolution 16 : Rachat par la société de ses propres actions**

Votre Conseil d'administration vous propose de l'autoriser à racheter des actions de la Société dans la limite d'un nombre d'actions représentant **10 % du capital** et au prix maximum de **24 euros** par action (ce prix pouvant être ajusté en cas d'opération sur le capital). Le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat est ainsi fixé à 6 384 135 837,60 euros.

Cette autorisation serait valable pour une période de **18 mois** à compter de l'Assemblée générale et pourrait être mise en œuvre à tout moment sauf en période d'offre publique visant les actions de la Société.

Le programme de rachat a pour finalité :

- de permettre à la Société d'honorer des obligations liées à des titres donnant accès au capital ou à des programmes de stock-options ou toute autre forme d'allocation d'actions aux salariés (en particulier d'attribution gratuite d'actions ou d'offres réservées au personnel) ;
- d'assurer la liquidité de l'action Orange par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité ;
- de conserver des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ; et
- de réduire le capital de la Société.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre cette délégation et en arrêter les modalités.

L'adoption de cette résolution mettrait fin à l'autorisation de rachat donnée par l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017 qui n'a pas été utilisée pour acquérir des actions, à l'exception des opérations réalisées par un prestataire de services d'investissement (PSI) indépendant dans le cadre du contrat de liquidité en place.

Le Conseil d'administration vous informera dans son rapport annuel, des achats, transferts ou annulations d'actions réalisés et le cas échéant de l'affectation des actions acquises aux différents objectifs poursuivis.

Seizième résolution

Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration à acheter des actions de la

Société, dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % du capital social existant au jour de la présente Assemblée générale, dans les conditions suivantes :

- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 24 euros par action, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions, et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté en conséquence ;

- le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat est fixé à 6 384 135 837,60 euros ;
- les acquisitions réalisées par la Société en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas l'amener à détenir, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, plus de 10 % des actions composant le capital social ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés à tout moment, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires. Toutefois, le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés par tous moyens, dans les conditions prévues par la loi, notamment sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs ou par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré ;
- cette autorisation est valable pour une période de 18 mois.

Ces acquisitions d'actions pourront être effectuées en vue de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

- (i) d'honorer des obligations liées :
 - a. aux programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux membres du personnel de la Société ou d'entreprises associées et notamment d'allouer des actions aux membres du personnel de la Société et des entités de son groupe dans le cadre (i) de la participation aux résultats de l'entreprise, (ii) de tout plan d'achat, d'options d'achat ou d'attribution gratuite d'actions au profit des membres du personnel et mandataires sociaux ou de certains d'entre eux,

ou (iii) de toute offre d'acquisition d'actions réservée au personnel du groupe Orange (en ce compris toute cession d'actions visée à l'article L. 3332-24 du Code du travail), ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations,

- b. aux valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société (y compris réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de la Société liées à ces valeurs mobilières), y compris aux valeurs mobilières souscrites par des membres du personnel ou des anciens membres du personnel de la Société et des entités de son groupe ;
- (ii) d'assurer la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- (iii) de conserver des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- (iv) de réduire le capital de la Société en application de la vingtième résolution soumise à la présente Assemblée générale, sous réserve de son adoption.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser les termes et en arrêter les modalités, pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, effectuer toutes formalités, en ce compris affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités poursuivies, et toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017 par sa quinzième résolution.

Présentation des résolutions à soumettre à l'Assemblée générale à titre extraordinaire



Résolution 17 : Attribution gratuite d'actions aux dirigeants mandataires sociaux et de certains membres du personnel du groupe Orange

Il vous est demandé d'autoriser à nouveau cette année l'attribution gratuite d'actions, sous la forme d'actions de performance, aux dirigeants mandataires sociaux et à certains membres du personnel de la Société ou de sociétés ou groupements qui sont liés à la Société (filiales et participations). Ce dispositif vise à permettre de positionner les cadres dirigeants du groupe Orange dans des dispositifs comparables à ceux dont bénéficient les cadres exerçant des responsabilités équivalentes dans d'autres grands groupes.

Cette attribution serait faite dans le cadre du plan de rémunération variable pluriannuelle (*long term incentive plan* ou LTIP) mis en place pour les dirigeants mandataires sociaux de la Société et les membres du Comité Exécutif qui ne sont pas dirigeants mandataires sociaux de la Société pour la période 2018-2020, LTIP qui est étendu aux membres du personnel désignés « Executives » et « Leaders » selon les mêmes modalités (hors le nombre d'actions) et conditions. Ces modalités et conditions sont décrites dans le Rapport sur les rémunérations et avantages des dirigeants mandataires sociaux établi par votre Conseil (voir section 4.4.1.2 *Principes et critères de rémunération des dirigeants mandataires sociaux en 2017*).

Les caractéristiques de cette attribution ont été étudiées et décidées par votre Conseil sur la base des recommandations du CGRSE :

- le nombre d'actions attribuées est limité à 0,07 % du capital social en ce compris les actions attribuées aux dirigeants mandataires sociaux de la Société, étant précisé que, s'agissant de ces derniers, le nombre total d'actions serait plafonné à 100 000 actions ;
- il s'agit d'actions existantes ou d'actions nouvellement émises ;
- la durée de l'autorisation est limitée à **12 mois**, le souhait du Conseil d'administration étant de procéder rapidement après l'Assemblée générale à l'attribution des actions afin de permettre une appréciation des conditions de performance sur les trois exercices 2018, 2019 et 2020 ;
- cette autorisation est assortie de conditions de performance liées :
 - au montant du *cash flow organique* (pour 50 % du droit à attribution définitive),
 - à l'évolution relative du *Total Shareholder Return* (TSR) (pour 50 % du droit à attribution définitive).

L'atteinte de l'objectif *cash flow organique* sera appréciée sur trois années successives (dont l'année 2018 au cours de laquelle les actions auront été attribuées gratuitement) par rapport au budget de chacune de ces trois années tel que le Conseil d'administration l'aura préalablement approuvé.

L'évolution relative du *Total Shareholder Return* (TSR) Orange sera appréciée par comparaison avec l'évolution du TSR du secteur des télécommunications (à partir de l'indice de référence *Stoxx Europe 600 Telecommunications*). L'évolution du TSR Orange sera calculée en comparant la moyenne des cours de Bourse de l'action Orange entre le 1^{er} septembre 2017 et le 31 décembre 2017 (soit 14,14 euros) à la moyenne des cours entre le 1^{er} septembre 2020 et le 31 décembre 2020 ;

- l'acquisition définitive des actions (livraison de ces actions aux bénéficiaires) ne pourra pas intervenir avant le 31 mars 2021 et en tout état de cause être inférieure à deux ans, étant précisé :
 - qu'aucune période minimale de conservation ne sera applicable aux bénéficiaires,
 - que les bénéficiaires devront être toujours en fonction au sein du Groupe au dernier jour de la période d'acquisition définitive.

Par exception à ce qui précède, les bénéficiaires dirigeants mandataires sociaux de la Société devront détenir jusqu'à la cessation de leurs fonctions au moins 50 % des actions qu'ils recevront.

Dix-septième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de dirigeants mandataires sociaux et de certains membres du personnel du groupe Orange

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de majorité et de *quorum* requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration à procéder, en une fois et aux conditions qu'il déterminera, dans les limites fixées dans la présente autorisation, à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société au profit de dirigeants mandataires sociaux (au sens de l'article L. 225-197-1 II. du Code de commerce) et de certains membres du personnel de la Société ou de sociétés ou groupements qui sont liés à la Société au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.

Cette autorisation est consentie pour une durée de 12 mois à compter du jour de la présente Assemblée générale.

Le nombre total des actions attribuées gratuitement en vertu de la présente résolution ne pourra représenter plus de 0,07 % du capital de la Société à la date de la présente Assemblée générale, étant précisé que le nombre total des actions attribuées gratuitement aux dirigeants mandataires sociaux de la Société au titre de la présente résolution ne pourra excéder 100 000 actions.

L'Assemblée générale décide que toute attribution décidée par le Conseil d'administration en application de la présente résolution sera soumise à l'atteinte des conditions de performance suivantes, telles que ces conditions pourront être précisées par le Conseil d'administration.

Les conditions de performance sont les suivantes :

- montant du *cash flow organique* du Groupe (pour 50 % du droit à attribution définitive), dont l'atteinte de l'objectif sera appréciée sur trois années successives (dont l'année au cours de laquelle les actions auront été attribuées gratuitement) par rapport au budget de chacune de ces trois années tel que le Conseil d'administration l'aura préalablement approuvé ;
- évolution relative du *Total Shareholder Return* (TSR) Orange (pour 50 % du droit à attribution définitive), dont la performance sera

appréciée en comparant (i) l'évolution du TSR Orange calculé en comparant la moyenne des cours de Bourse de l'action Orange entre le 1^{er} septembre 2017 et le 31 décembre 2017 (soit 14,14 euros) à la moyenne des cours de Bourse de l'action Orange entre le 1^{er} septembre 2020 et le 31 décembre 2020, (ii) à l'évolution du TSR du secteur calculé selon la même méthodologie à partir de l'indice de référence « Stoxx Europe 600 Telecommunications » ou de tout autre indice qui viendrait s'y substituer.

Le résultat global obtenu pourra être modulé de manière limitée dans une fourchette de +/- 15 % par le Conseil d'administration sur la base de cinq critères quantifiables (le chiffre d'affaires diversification, le débit *data* mobile et fixe, le *brand power*, l'EBITDA ajusté et le *Net Promoter Score* (NPS)), chaque critère pesant pour 3 % et si l'objectif est tenu, le critère sera valorisé +3 % (-3 % dans le cas contraire), et son résultat constaté selon le principe du *hit or miss*.

Le Conseil d'administration fixera la durée de la période d'acquisition définitive, qui ne pourra se terminer avant le 31 mars 2021 et en tout état de cause être inférieure à deux ans, étant précisé :

- qu'aucune période minimale de conservation ne sera applicable aux bénéficiaires ;
- que les bénéficiaires devront être toujours en fonction au sein du Groupe au dernier jour de la période d'acquisition définitive.

Par exception à ce qui précède, les bénéficiaires dirigeants mandataires sociaux de la Société devront détenir jusqu'à la cessation de leurs fonctions au moins 50 % des actions qu'ils recevront.

En cas d'invalidité du bénéficiaire remplissant les conditions fixées par la loi, l'attribution définitive des actions pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition et la condition de présence pourra être levée.

En cas d'attribution au titre de la présente résolution sous la forme d'actions existantes, ces actions devront être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce, soit,

le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la seizième résolution soumise à la présente Assemblée générale au titre de l'article L. 225-209 du Code de commerce ou de tout programme de rachat d'actions applicable antérieurement ou postérieurement.

L'Assemblée générale prend acte et décide, en tant que de besoin, que la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des attributions d'actions, renonciation des actionnaires à tout droit sur les actions attribuées gratuitement sur le fondement de la présente résolution.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de :

- décider la répartition de l'attribution gratuite entre actions existantes et actions à émettre ;
- préciser les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, en particulier le pourcentage d'attribution au titre du montant du cash-flow organique du Groupe en fonction de l'atteinte ou non de l'objectif sur chacune des années considérées, et laisser à son appréciation une marge de tolérance de 3 % pour éviter l'effet cliquet du principe du « *hit or miss* » ;
- fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions gratuites ;
- déterminer l'identité des bénéficiaires, le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, et les modalités d'attribution et de livraison des actions ;
- décider les conditions dans lesquelles le nombre des actions attribuées sera ajusté ; et
- plus généralement, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.



Résolution 18 : Augmentation de capital réservée aux adhérents de plans d'épargne d'entreprise du groupe Orange

Cette résolution a pour objet de permettre l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société, à souscrire en numéraire, au bénéfice des adhérents des plans d'épargne d'entreprise du groupe Orange. Le cas échéant, dans le cadre d'une telle émission, il pourrait être attribué à titre gratuit des actions ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société, en substitution de tout ou partie de la décote visée ci-après et/ou de l'abondement.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de cette délégation, serait fixé à **200 millions d'euros**, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Le prix de souscription des actions nouvelles serait égal à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de Bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, diminuée de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que le Conseil d'administration pourrait réduire cette décote s'il le juge opportun, notamment en cas d'offre de titres sur le marché international et/ou à l'étranger pour satisfaire notamment aux exigences des droits locaux applicables.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ainsi émises serait supprimé au profit des adhérents du plan d'épargne d'entreprise du groupe Orange.

Cette délégation aurait une durée de **26 mois**.

Au 31 décembre 2017, le personnel du Groupe détenait, à travers les FCPE du Plan d'épargne Groupe, 5,01 % du capital et 8,16 % des droits de vote.

Dix-huitième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des émissions d'actions ou de valeurs mobilières complexes réservées aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission (i) d'actions de la Société ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à des actions existantes de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre de la Société, réservée aux adhérents des plans d'épargne d'entreprise (et/ou aux adhérents de tout autre plan pour lequel l'article L. 3332-18 du Code du travail permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein de la Société ou de son groupe.

Pour les besoins de la présente délégation, on entend par groupe, la Société et les entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la Société en application des articles L. 3344-1 et L. 3344-2 du Code du travail.

Le montant nominal d'augmentation de capital de la Société immédiate ou à terme résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 200 millions d'euros, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Le prix de souscription des actions nouvelles sera égal à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, diminuée de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que le Conseil d'administration pourra réduire cette décote s'il le juge opportun, notamment en cas d'offre aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de titres sur le marché international et/ou à l'étranger notamment afin de satisfaire aux exigences des droits locaux applicables.

Le Conseil d'administration pourra attribuer, à titre gratuit, aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions à souscrire en numéraire, des actions existantes ou à émettre, de même nature ou non que celles à souscrire en numéraire, à titre de substitution de tout ou partie de la décote susvisée et/ou d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires applicables. Le montant nominal des augmentations de capital réalisées immédiatement ou à terme du fait de l'attribution d'actions s'imputera sur le plafond ci-dessus (200 millions d'euros).

L'Assemblée générale décide de supprimer, au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre dans le cadre de la présente délégation, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux titres attribués gratuitement sur le fondement de cette délégation (y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution desdits titres faite sur le fondement de la présente délégation).

L'Assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner accès.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, disposera de tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour :

- arrêter les caractéristiques, montant et modalités de toute émission de titres ;
- déterminer que les émissions pourront avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) d'épargne salariale ou organismes équivalents ;
- arrêter la liste des sociétés, ou groupements, dont les membres du personnel et anciens membres du personnel pourront souscrire aux actions émises ;
- déterminer la nature et les modalités de l'augmentation de capital, ainsi que les modalités de l'émission ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital ;
- déterminer, s'il y a lieu, le montant des sommes à incorporer au capital dans la limite fixée ci-dessus, le ou les postes des capitaux propres où elles sont prélevées ainsi que la date de jouissance des actions ainsi créées ;
- s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ; et
- prendre toute mesure pour la réalisation des augmentations de capital, procéder aux formalités consécutives à celles-ci, notamment celles relatives à l'admission aux négociations des titres créés, et apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017 par sa trente-et-unième résolution.



Résolution 19 : Réduction de capital

Le Conseil d'administration vous propose de l'autoriser, pendant une période de **18 mois** à compter de l'Assemblée générale, à annuler tout ou partie des actions Orange qui auraient été acquises, soit dans le cadre du programme de rachat d'actions qui fait l'objet de la seizième résolution, soit dans le cadre de programmes de rachat d'actions antérieurs ou postérieurs à l'Assemblée générale, et, en conséquence, de réduire le capital.

Les actions ne peuvent être, selon la loi, annulées que dans la limite de 10 % du capital de la Société par période de 24 mois.

Dix-neuvième résolution

Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

- délègue, pour une durée de 18 mois, au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de procéder à l'annulation, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital de la Société, par périodes de 24 mois, de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre des programmes d'achat d'actions autorisés, par la seizième résolution soumise à la présente Assemblée générale ou

encore de programmes d'achat d'actions autorisés antérieurement ou postérieurement à la date de la présente Assemblée générale ;

- décide que l'excédent du prix d'achat des actions sur leur valeur nominale sera imputé sur le poste « Primes d'émission » ou sur tout poste de réserves disponibles, y compris la réserve légale, celle-ci dans la limite de 10 % de la réduction de capital réalisée ;
- délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de délégation dans les conditions légales, pour procéder à la réduction de capital résultant de l'annulation des actions et à l'imputation précitée, ainsi que pour modifier en conséquence les statuts.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée générale mixte du 1^{er} juin 2017 par sa trente-deuxième résolution.



Résolution 20 : Modification statutaire

Le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 28 mars 2018, a agréé le projet de résolution proposé par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange visant à modifier l'article 13 des statuts. Cette résolution permet de clarifier et simplifier la procédure de désignation de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires en permettant aux différents dispositifs d'actionariat salarié d'Orange de proposer à l'Assemblée générale une seule candidature, après une consultation unique au sein de ces dispositifs.

Vingtième résolution

Modification de l'article 13 des statuts sur l'élection de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, décide de modifier le point 3 de l'article 13 des statuts comme suit :

« 3. L'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires est élu, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et aux présents statuts, par l'Assemblée générale des actionnaires sur proposition des actionnaires visés à l'article L. 225-102 du Code de commerce.

Une seule candidature est proposée à l'Assemblée générale des actionnaires. Le candidat à l'élection comme administrateur représentant les membres du personnel actionnaires est désigné lors d'une consultation unique de l'ensemble des actionnaires visés à l'article L. 225-102 du Code de commerce, en ce compris les Fonds Communs de Placement d'Entreprise dont plus du tiers de l'actif est composé d'actions de la Société.

Les modalités relatives à l'organisation et au déroulement de cette consultation, notamment en ce qui concerne le calendrier de désignation du candidat, sont arrêtées par le Conseil d'administration ou par délégation par son président.

Sont éligibles les membres du personnel de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, qui sont salariés actionnaires ou membres du Conseil de surveillance d'un des Fonds Commun de Placement d'entreprise susvisés. Chaque candidat doit se présenter avec le nom de son remplaçant en cas de vacance.

La durée des fonctions de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires et les modalités d'exercice de son mandat sont identiques à celle des administrateurs élus par l'Assemblée générale conformément à l'article L. 225-18 du Code de commerce. Toutefois, en cas de perte de la qualité de membre du personnel, l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires est réputé démissionnaire d'office et son mandat prend fin de plein droit.

En cas de vacance pour quelque raison que ce soit du siège d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires, son remplaçant entre immédiatement en fonctions, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. En cas de vacance du remplaçant une nouvelle consultation dans les conditions fixées par les statuts sera organisée dans les meilleurs délais. »

Cette modification prendra effet au début de l'Assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, étant précisé que la procédure de consultation des actionnaires visés à l'article L. 225-102 du Code de commerce pourra intervenir par anticipation, de telle manière que le candidat désigné conformément au nouveau dispositif statutaire puisse être élu par ladite Assemblée. Le mandat de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires en cours à cette date prendra fin par anticipation à cette même date. La durée du mandat de son successeur sera déterminée conformément à l'article 13.3 des statuts de la Société dans sa rédaction approuvée par la présente Assemblée.



Résolution 21 : Pouvoirs pour formalités

Il est proposé très classiquement à l'Assemblée générale de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale en vue de l'accomplissement de toutes les formalités et dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur en matière d'Assemblée générale.

Vingt-et-unième résolution

Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités

légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

Projets de résolutions proposés par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions, non agréés par le Conseil d'administration

À titre ordinaire

Résolution A

Amendement à la troisième résolution – Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tel que ressortant des comptes annuels

Compte tenu des résultats de la Société qui ne devraient pas être destinés au seul paiement d'un dividende aux actionnaires et afin de préserver ses marges de manœuvre en termes d'investissements, il est proposé de réduire le montant du dividende décidé par le Conseil d'administration dans la troisième résolution.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- (i) Constate que compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 2 633 825 885,95 euros et du report à nouveau créditeur de 5 994 729 586,59 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé au (iii) ci-après), le bénéfice distribuable s'élève à 8 628 555 472,54 euros ;
- (ii) Décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 0,55 euro par action et d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste « Report à nouveau » ;
- (iii) Prend acte que, compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 0,25 euro par action mis en paiement le 7 décembre 2017, le solde du dividende à distribuer s'élève à 0,30 euro par action.

Le reste de la troisième résolution demeure inchangé.

Résolution B

Option pour le paiement du solde du dividende en actions

Afin de laisser une plus grande liberté aux actionnaires dans leur choix, et de manière à préserver les disponibilités et quasi-disponibilités dont dispose la Société, il est proposé de modifier le mode de paiement du dividende tel qu'adopté par la présente Assemblée générale afin de permettre aux actionnaires qui le souhaitent d'opter pour un paiement du dividende en actions. L'adoption de la présente résolution aura pour effet de reporter le paiement du dividende en numéraire tel que proposé dans la troisième résolution dans sa version adoptée par l'Assemblée générale.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide qu'en application de l'article 26 des statuts, les actionnaires pourront opter, à hauteur de la totalité du solde du dividende à distribuer, pour un paiement soit en numéraire soit en actions Orange.

La date de détachement du dividende étant le 5 juin 2018, cette option pourra être exercée par demande auprès des intermédiaires financiers habilités ou, pour les actionnaires inscrits dans les comptes de titres nominatifs auprès de BNP Paribas, Securities Services, Service Opérations sur Titres – Les Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex, entre le 6 juin 2018 et le 25 juin 2018 inclus.

À défaut d'exercice de l'option au cours de cette période, le solde du dividende à distribuer sera payé intégralement en numéraire le 5 juillet 2018.

Le prix d'émission des actions Orange remises en paiement sera égal à 90 % du montant résultant du calcul de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché Euronext Paris aux vingt séances de bourse précédant le jour de la présente Assemblée, diminuée du montant du dividende (après déduction de l'acompte sur dividende susvisé), le Conseil d'administration ayant la faculté d'arrondir au centime d'euro supérieur le montant ainsi obtenu.

La conversion du dividende en actions à partir du prix d'émission ainsi déterminé se fera sur une base nette, c'est-à-dire après réduction, le cas échéant, du montant du dividende du prélèvement forfaitaire non libératoire et/ou des prélèvements sociaux et contributions additionnelles (pour des actionnaires fiscalement domiciliés en France) ou de la retenue à la source à un taux déterminé selon le pays de domiciliation fiscale de l'actionnaire (pour des actionnaires fiscalement non domiciliés en France).

Si le montant des dividendes pour lesquels est exercée l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire recevra le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en espèces.

Les actions remises en paiement porteront jouissance au 1^{er} janvier 2018.

Il est conféré tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour assurer la mise en œuvre du paiement du dividende en actions, constater l'augmentation de capital qui résulterait de la présente décision, de procéder à la modification corrélative des statuts et de procéder à toutes formalités y relatives.

Il est également précisé que le solde du dividende à distribuer, que celui-ci soit payé en numéraire ou en actions, est éligible à hauteur du montant brut perçu à l'abattement de 40 % en application du 2^o du 3 de l'article 158 du Code général des impôts, bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Résolution C

Autorisation au Conseil d'administration à l'effet, en cas de décision de verser un acompte sur dividende, de proposer aux actionnaires une option entre le paiement en numéraire ou en actions pour la totalité de cet acompte

Conformément aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 26 des statuts, le Conseil d'administration peut proposer aux actionnaires, pour tout ou partie des acomptes sur dividende mis en distribution, une option entre le paiement en numéraire ou en actions, dans les conditions légales, sous réserve d'y avoir été autorisé par l'Assemblée.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil, s'il le décide, en application de l'alinéa 3 de l'article 26 des statuts, de verser un acompte sur dividende de l'exercice clos le 31 décembre 2018 avant l'assemblée qui statuera sur les comptes dudit exercice, à proposer aux actionnaires une option pour le paiement de cet acompte en actions Orange à hauteur de la totalité de l'acompte, selon les modalités décrites ci-après.

Le prix d'émission des actions Orange remises en paiement sera égal à 90 % du montant résultant du calcul de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché Euronext Paris aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration, diminuée du montant de l'acompte, le Conseil d'administration ayant la faculté d'arrondir au centime d'euro supérieur le montant ainsi obtenu.

La conversion du dividende en actions à partir du prix d'émission ainsi déterminé se fera sur une base nette, c'est-à-dire après réduction, le cas échéant, du montant de l'acompte du prélèvement forfaitaire non libératoire et/ou des prélèvements sociaux et contributions additionnelles (pour des actionnaires fiscalement domiciliés en France) ou de la retenue à la source à un taux déterminé selon le pays de domiciliation fiscale de l'actionnaire (pour des actionnaires fiscalement non domiciliés en France).

Si le montant des acomptes sur dividende pour lesquels est exercée l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire recevra le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soule en espèces.

Les actions remises en paiement porteront jouissance au 1^{er} janvier 2018.

Il est conféré tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour fixer la période d'exercice de l'option, la date de paiement de l'acompte et plus généralement assurer la mise en œuvre du paiement de l'acompte en actions, constater l'augmentation de capital qui résulterait de la présente décision, de procéder à la modification corrélative des statuts et de procéder à toutes formalités y relatives.

Il est également précisé que le solde du dividende à distribuer, que celui-ci soit payé en numéraire ou en actions, est éligible à hauteur du montant brut perçu à l'abattement de 40 % (prévu au 2^o du 3 de l'article 158 du Code général des impôts), bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

À titre extraordinaire

Résolution D

Modification de l'article 13 des statuts sur le cumul des mandats

Cette résolution propose de modifier l'article 13 des statuts afin de fixer un nombre maximum de mandats que les administrateurs d'Orange peuvent accepter pour exercer les fonctions d'administrateur de la Société.

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 13 des statuts afin de fixer un nombre maximum de mandats que les administrateurs de la Société peuvent accepter pour exercer les fonctions d'administrateur de la Société.

En conséquence, il est ajouté le point 12 à l'article 13 des statuts comme suit :

« 12. Chaque administrateur, personne physique nommé par l'Assemblée générale, ne peut exercer simultanément plus de deux autres mandats d'administrateur ou de membre de Conseil de surveillance de sociétés ayant leur siège social sur le territoire français et dont les titres de capital sont admis aux négociations sur un marché réglementé.

Pour l'application des dispositions du premier alinéa, ne sont pas pris en compte les mandats d'administrateur ou de membre de Conseil de surveillance exercés par la personne considérée dans les sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

Toute personne physique qui se trouve en infraction avec les dispositions des deux alinéas précédents doit se mettre en conformité avec lesdites dispositions dans les trois mois de sa nomination. À l'expiration de ce délai, elle est réputée s'être démise de son mandat d'administrateur de la Société, sans que soit, de ce fait, remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part (avant ou après l'expiration dudit délai). »

Point inscrit à l'ordre du jour à la demande du Fonds Commun de Placement d'Entreprise Orange Actions, sans vote

- Un nouveau plan d'attribution gratuite d'actions pour les dirigeants, quid pour les salariés ?

La résolution 17 présentée à l'approbation de cette Assemblée concerne la mise en place d'un plan d'attribution gratuite d'actions (AGA) dédié aux mandataires sociaux et aux cadres dirigeants de la Société, soit un petit millier de salariés, pour un montant maximum de 0,07 % du capital social. Cette attribution gratuite d'actions est liée à l'atteinte d'objectifs sur 3 années successives (2018 à 2020) dans le cadre d'un Long term incentive plan.

En 2017, un plan équivalent s'accompagnait d'une attribution gratuite d'actions pour tous les personnels du groupe Orange, également assorti d'objectifs sur 3 ans, pour 73 actions ou environ 1.000 euros par personne. Les représentants du personnel, et notamment des personnels actionnaires, avaient déjà fait savoir que l'écart entre les montants attribués, dans un rapport de 1 à 25 entre les cadres dirigeants et le reste du personnel, était de nature à perturber la cohésion sociale au sein de notre entreprise... et pouvait à terme dégrader l'engagement des personnels, dont le travail quotidien produit les résultats de l'entreprise.

Cette année, seul le plan d'AGA concernant les mandataires sociaux et cadres dirigeants est reconduit, tandis que les négociations salariales permettront à peine de maintenir le pouvoir d'achat.

Les personnels actionnaires s'interrogent sur le message envoyé au corps social, et sur l'équilibre des rétributions entre dirigeants et salariés. Ils souhaitent ouvrir le débat :

- Quels écarts précis de rétribution la direction de l'entreprise, qui se revendique « top employer » ou « human inside », souhaite-t-elle mettre en œuvre afin de maintenir durablement la cohésion sociale entre ses salariés et ses dirigeants ?
- Ces actions gratuites réservées aux dirigeants, à l'exclusion des autres personnels, ont-elles vocation à être attribuées chaque année ? Si oui, la Direction mesure-t-elle le risque de fractures entre salariés et leurs conséquences sur l'engagement durable des personnels ?

Principes et critères de rémunération des dirigeants mandataires sociaux en 2018

La politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux est fixée par le Conseil d'administration et fait l'objet d'une revue annuelle de recommandations du CGRSE.

Cette politique de rémunération repose sur les principes de détermination suivants :

Exhaustivité

L'ensemble des rémunérations et avantages sociaux est analysé élément par élément puis de manière globale afin d'obtenir les équilibres appropriés entre rémunération fixe et variable, individuelle et collective, de court et de long terme.

Conformité

La politique de rémunération a été établie en suivant les recommandations du code Afep-Medef tel que révisé en novembre 2016.

Alignement des intérêts

La politique de rémunération constitue à la fois un outil de management permettant d'attirer, de motiver et de retenir les talents nécessaires à l'entreprise mais répond aussi aux attentes des actionnaires et des autres parties prenantes notamment en matière de transparence et de lien avec la performance.

Comparabilité

Des études sont régulièrement utilisées afin de s'assurer de la compétitivité des niveaux et structures de rémunération par rapport à un panel d'entreprises comparables en termes de taille et de périmètre international, à la fois parmi les principaux groupes industriels en France mais aussi des entreprises internationales du secteur Télécom.

Le Conseil d'administration a décidé que pour chacun des dirigeants mandataires sociaux, l'évolution de leur rémunération, notamment fixe, sera déterminée sur la base d'analyses comparatives de ces deux ensembles d'entreprises.

Ces principes sont appliqués rigoureusement par le CGRSE dans le cadre de ses travaux, aussi bien dans l'élaboration et l'évolution de la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux soumise au Conseil d'administration que dans ses propositions de leurs montants respectifs de rémunération.

Structure de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux

La structure de la rémunération de chacun des dirigeants mandataires sociaux est composée principalement d'une rémunération en numéraire, sous la forme d'une rémunération fixe et d'une rémunération variable annuelles, et d'une rémunération variable pluriannuelle sous la forme d'une attribution d'actions de performance si cela est voté par l'Assemblée générale des actionnaires du 4 mai 2018. Chacun de ces éléments est plus amplement détaillé ci-après.

Rémunération fixe

La rémunération fixe des dirigeants mandataires sociaux est déterminée sur la base :

- du niveau et de la complexité de leurs responsabilités ;
- de l'expérience et du parcours des titulaires de ces fonctions ;
- d'analyses de marché pour des fonctions comparables.

La rémunération fixe des mandataires sociaux demeure inchangée pour les mandats en cours. Pour les nouveaux mandats, le Conseil d'administration a décidé :

- de porter la rémunération fixe annuelle du Président-Directeur Général à 950 000 euros ;
- de maintenir la rémunération fixe annuelle des Directeurs Généraux Délégués à 600 000 euros.

En application des dispositions de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, ce point fait l'objet d'une résolution visant à valider ces niveaux de rémunération fixe pour les mandataires sociaux (« say on pay » *ex ante*) et le vote sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires le 4 mai 2018 (voir section 6.3 du Document de référence 2017, *Projets de résolutions*).

Rémunération variable

La rémunération variable a pour objectif d'inciter les dirigeants mandataires sociaux à atteindre les objectifs annuels de performance qui leur sont fixés par le Conseil d'administration en cohérence avec la stratégie de l'entreprise. Conformément au code Afep-Medef, le montant potentiel de rémunération variable est exprimé en pourcentage de la rémunération fixe.

Plus précisément cette part variable repose sur des niveaux de performance s'appliquant à des paramètres financiers et non financiers, représentatifs de la performance globale attendue.

Niveaux de performance

Le Conseil d'administration détermine de manière adaptée pour chaque paramètre :

- le seuil de déclenchement en deçà duquel aucune rémunération n'est versée ;
- le niveau cible lorsque l'objectif est atteint.

Au début de chaque exercice, sur recommandations du CGRSE, ces niveaux sont définis par le Conseil d'administration

À l'issue de chaque exercice, et pour chacun des critères, le niveau de résultat atteint par rapport au niveau d'objectif attendu sera communiqué.

Indicateurs de performance

La part variable annuelle des dirigeants mandataires sociaux repose de manière uniforme et solidaire sur une moyenne pondérée de quatre indicateurs clés financiers et non financiers et alignés sur les principaux axes stratégiques suivants du Groupe :

- la croissance organique ;
- la rentabilité opérationnelle ;
- la qualité de service apportée aux clients ;
- la performance sociale et la diversité dans la gestion des ressources humaines.

De manière atypique par rapport aux pratiques de marché, la détermination de l'intégralité de la part variable repose sur des objectifs précis et surtout sur une mesure quantitative de la performance, y compris pour les indicateurs non financiers.

Les objectifs des deux indicateurs financiers sont fixés de manière précise sur la base du budget préalablement approuvé par le Conseil d'administration pour chacun des indicateurs ci-dessous :

- taux de croissance du chiffre d'affaires en données à base comparable ;
- le *cash flow* opérationnel (voir section 8.2 du Document de référence 2017, Annexe – Glossaire financier).

Les objectifs des deux indicateurs non financiers sont également fixés de manière précise sur la base de la progression attendue pour chacun de ces indicateurs :

- un indicateur composite lié à la qualité de service apportée aux clients Grand Public et Entreprises :
 - le *mass market customer experience* pour le marché Grand Public,
 - le *global B2B customer experience* pour le marché Entreprises ;
- un indicateur composite de performance sociale, fonction des progrès constatés par rapport à :
 - trois indicateurs de gestion liés aux ressources humaines,
 - trois indicateurs mesurés par des sondages auprès des salariés du Groupe.

Chaque année, le CGRSE examine puis valide le nombre, la nature, l'objectif et le poids respectif de chaque indicateur.

Structure de la rémunération variable

Le Conseil d'administration a décidé que les modalités de calcul de la rémunération variable des dirigeants mandataires sociaux reposeraient sur les caractéristiques suivantes :

- montant cible de la rémunération variable à objectifs atteints : inchangé pour les mandats en cours et 80 % de la rémunération fixe pour le Président-Directeur Général et 60 % de la rémunération fixe pour les Directeurs Généraux Délégués pour les nouveaux mandats ;
- absence de versement d'une surperformance en cas de dépassement des objectifs pour les mandats en cours ; surperformance pouvant aller jusqu'à 100 % pour le Président-Directeur Général et absence de versement de surperformance pour les Directeurs Généraux Délégués en cas de dépassement des objectifs pour les nouveaux mandats ;
- indicateurs financiers représentant 50 % de la rémunération variable annuelle, dont :
 - taux de croissance du chiffre d'affaires pour 20 %,
 - le *cash flow* opérationnel pour 30 % ;
- indicateurs non financiers représentant 50 % de la rémunération variable annuelle, dont :
 - expérience client pour 17 % :
 - *mass market customer experience* pour le marché Grand Public (poids 75 %),
 - *global B2B customer experience* pour le marché Entreprise (poids 25 %),
 - performance sociale pour 33 %.

Recrutement

En cas de nomination d'une personne extérieure à l'entreprise comme Directeur Général, ces mêmes principes s'appliqueront, sachant qu'en cas d'arrivée en cours d'exercice, le montant dû sera calculé au *pro rata temporis* de sa présence.

Cessation de fonction

En cas de départ du Groupe, la part variable du dirigeant mandataire social concerné sera calculée au *pro rata temporis* de sa présence.

Rémunération variable pluriannuelle

En 2017, le Conseil d'administration a décidé de faire évoluer le dispositif du LTIP, pour la période 2017-2019, afin de fidéliser les dirigeants mandataires sociaux et renforcer l'alignement de leur intérêt avec l'intérêt social de l'entreprise et l'intérêt des actionnaires. En ligne avec les pratiques de marché très répandues, le nouveau dispositif

repose sur un plan d'attribution d'actions de performance et sur des critères qui tiennent compte de la contribution directe des dirigeants à la performance long terme et globale de l'entreprise. Ce dispositif bénéficiera également aux membres du personnel exerçant des fonctions clés au sein du groupe Orange.

Le Conseil d'administration a décidé de la mise en place d'un nouveau plan LTIP pour la période 2018-2020 dans la continuité du plan précédent. Ce LTIP en actions fera l'objet d'une résolution visant à autoriser le Conseil d'administration à attribuer gratuitement des actions aux dirigeants mandataires sociaux et à certains cadres salariés exerçant des fonctions clés au sein du Groupe et dont le vote sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires le 4 mai 2018 (voir section 4.5.4.5 du Document de référence 2017, Projets de résolutions à soumettre à l'Assemblée générale mixte du 4 mai 2018).

Le recours à un mécanisme de rémunération long terme avec versement de numéraire pourra à nouveau être envisagé dans l'avenir si les évolutions réglementaires ou toute autre circonstance rendaient contraignant ou impossible l'utilisation par l'entreprise d'un dispositif au travers d'actions de performance. De même, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale des actionnaires du 4 mai 2018 ne voterait pas la résolution autorisant l'attribution gratuite d'actions, le Conseil d'administration pourra décider la rémunération en numéraire du LTIP 2018-2020.

Indicateurs de performance

Le Conseil d'administration a retenu les deux critères suivants comptant chacun pour 50 % de l'enjeu du nouveau LTIP dont la durée reste fixée à trois ans :

- d'une part, un critère de marché, le *Total Shareholder Return* (TSR)⁽¹⁾ basé sur la performance relative du rendement total pour l'actionnaire sur trois exercices, comparé à l'indice de référence Stoxx Europe 600 Telecommunications ;
- d'autre part, un critère financier interne, le *cash flow* organique⁽²⁾, mesuré sur trois exercices et comparé annuellement à la prévision budgétaire.

Le Conseil d'administration a sélectionné ces critères en fonction de :

- leur cohérence avec les objectifs stratégiques du Groupe ;
- leur complémentarité avec les paramètres de la rémunération variable ;
- l'équilibre entre critère opérationnel et critère de création de richesse pour l'actionnaire ;
- l'appréciation croisée et complémentaire entre performance externe/relative et interne/absolue.

Conditions de performance

- *Cash flow* organique :

- le *cash flow* organique sera apprécié annuellement par rapport au budget approuvé par le Conseil d'administration et pourra donner lieu à attribution de 50 %, 33 %, 17 % ou 0 % de l'enjeu au terme du plan en fonction de l'atteinte ou non de l'objectif sur chacune des années considérées,
- une marge de tolérance de 3 % sera laissée à l'appréciation du Conseil d'administration pour éviter l'effet « cliquet » du principe *hit or miss* :
 - si le résultat est inférieur à l'objectif – marge de tolérance : pas d'attribution,
 - si le résultat est supérieur ou égal à l'objectif – marge de tolérance : le résultat sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration,

⁽¹⁾ Évolution du cours de bourse, ajusté des versements de dividendes effectifs.

⁽²⁾ Le *cash flow* organique désigne le cash généré par les opérations à partir des ventes encaissées et une fois payé l'ensemble des coûts et des investissements (hors décaissements liés aux acquisitions de licences ou fréquences) nécessaires à l'activité. Cet indicateur renseigne donc sur la capacité d'Orange à générer du cash pour remplir ses obligations financières, payer des dividendes et assurer ses dépenses d'investissements financiers.

- si le résultat est supérieur ou égal à l'objectif : 100 % d'attribution.
- en cas d'atteinte de l'objectif mais avec un *cash flow* organique en baisse par rapport à l'année précédente, le résultat sera soumis à l'approbation préalable du Conseil d'administration ;
- TSR :
 - si le TSR Orange est supérieur ou égal à l'évolution de l'indice de référence du Stoxx Europe 600 Télécommunications sur la période du plan : 100 % d'attribution. Toutefois, si le TSR Orange est négatif, le résultat sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration,
 - si le TSR Orange est inférieur à l'évolution de l'indice : pas d'attribution.

Critères de modulation

Les critères suivants ont vocation à éclairer le Conseil d'administration sur la mise en œuvre du plan stratégique *Essentiels2020* et à permettre de définir, avec une modulation de +/- 15 %, le nombre d'actions qui seront finalement acquises :

- le chiffre d'affaires diversification ; le débit *data* mobile et fixe et le *brand power*, qui seront appréciés au terme du LTIP ;
- l'EBITDA ajusté, qui sera apprécié annuellement au regard du budget, ce qui permettra de tenir compte de l'évolution des normes IFRS qui affecteront dès 2018 le calcul de l'EBITDA ;
- le *Net Promoter Score* (NPS) issu de sondages sur la recommandation clients, qui sera apprécié au terme du plan.

Pour une meilleure transparence, le Conseil d'administration a décidé de moduler les résultats de la manière suivante :

- chaque critère pèse 3 % ;
- si l'objectif est tenu le critère sera valorisé + 3 %, - 3 % dans le cas contraire, selon le principe du « Hit or Miss ».

Condition de présence

L'acquisition des actions est soumise à la condition que les dirigeants mandataires sociaux soient toujours en fonction au terme de la période d'acquisition.

Toutefois, dans certains cas de cessation des fonctions du bénéficiaire avant l'échéance d'une période triennale d'application du LTIP, l'atteinte des conditions de performance sera appréciée dans les conditions dérogatoires suivantes :

- si la cessation des fonctions du bénéficiaire résulte d'un décès ou d'une invalidité, les objectifs de TSR et celle du *cash flow* organique seront réputés atteints sur la période des 3 ans ;
- si la cessation des fonctions du bénéficiaire résulte du non renouvellement de son mandat social :
 - la performance du TSR et celle du *cash flow* organique seront appréciées en prenant en compte les évolutions validées au titre de chaque année sur la période précédant la cessation de fonction,
 - l'attribution des actions se fera *pro rata temporis* de sa présence dans l'entreprise en tant que mandataire social.

Il est également précisé en tant que de besoin que si le bénéficiaire n'est plus mandataire social tout en restant dans le Groupe pendant la période du Plan, il conserve son droit à attribution d'actions au titre du Plan.

Niveau maximum d'attribution

Le nombre d'actions de performance susceptible d'être attribué aux dirigeants mandataires sociaux à objectifs atteints est de 35 000 actions pour le Président-Directeur Général et de 18 000 actions pour les autres dirigeants mandataires sociaux.

Conservation des actions

Le Conseil d'administration a d'ores et déjà décidé que les dirigeants mandataires sociaux devront conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions au moins 50 % des actions qu'ils recevront. En outre, les dirigeants mandataires sociaux ont formellement pris l'engagement de ne pas recourir sur ces titres à des instruments de couverture jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

Rémunération exceptionnelle

Le Conseil d'administration a retenu le principe selon lequel les dirigeants mandataires sociaux pourront bénéficier d'une rémunération exceptionnelle dans certaines circonstances qui devront être précisément communiquées et justifiées, étant précisé que le versement d'une telle rémunération ne pourra être réalisé que sous réserve de l'approbation des actionnaires en application de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce.

Jetons de présence

Les dirigeants mandataires sociaux ne perçoivent pas de jetons de présence au titre des fonctions et mandats exercés dans des sociétés du Groupe.

Dispositifs liés à la cessation de fonction

Il n'existe aucune indemnité ou avantage dû ou susceptible d'être dû à raison de la cessation ou du changement de fonction des dirigeants mandataires sociaux, ni d'aucun engagement correspondant à des indemnités en contrepartie d'une clause de non-concurrence.

Toutefois, en cas de nomination d'un mandataire social *via* un recrutement externe, le Conseil d'administration se réserve la possibilité d'appliquer de telles dispositions, dans le respect des dispositions légales et en conformité avec le code Afep-Medef.

Régime de retraite supplémentaire

Les dirigeants mandataires sociaux ne bénéficient pas au titre de leur mandat d'un régime de retraite supplémentaire au-delà des régimes de base et complémentaires obligatoires.

En cas d'appartenance, antérieure au mandat du dirigeant, au régime de retraite à prestations définies instauré au bénéfice des membres du personnel classifié « hors grille » (régime qui a été supprimé pour les personnes recrutées à partir de 2011), le bénéfice de ce régime est suspendu et aucun droit n'est généré pendant la durée du mandat. En outre, en cas de cessation du mandat, la période durant laquelle le dirigeant aura été mandataire social ne sera pas prise en compte, en termes d'ancienneté et de rémunération, pour le calcul de la rente.

Avantages en nature

Les dirigeants mandataires sociaux bénéficient, s'ils le souhaitent, d'une voiture de fonction avec chauffeur, de services de conseils apportant une assistance juridique personnelle liée à leurs fonctions dans la limite respectivement de cent heures annuellement pour le Président-Directeur Général et de vingt heures pour les autres dirigeants mandataires sociaux, d'une ligne téléphonique à forfait illimité et d'équipements, notamment informatiques, nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Divers

Le Président-Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués sont affiliés aux régimes de prévoyance et d'assurance-maladie complémentaire du groupe Orange qui sont applicables aux dirigeants mandataires sociaux (voir section 7.5 du Document de référence 2017, *Conventions réglementées et opérations avec des apparentés*).

Synthèse des autorisations financières

Plafonds des autorisations financières approuvées par l'Assemblée générale du 1^{er} juin 2017 et restant en vigueur

Nature des autorisations	Résolution	Plafonds (en euros)	Utilisation	Date d'expiration
Émission d'actions avec maintien du DPS (hors période d'offre publique)	16 ^e résolution	2 milliards	-	31/07/2019
Émission d'actions par offre au public avec suppression du DPS (hors période d'offre publique)	18 ^e résolution	1 milliard	-	31/07/2019
Émission d'actions par offre à investisseurs qualifiés ou cercle restreint d'investisseurs avec suppression du DPS (hors période d'offre publique)	20 ^e résolution	1 milliard	-	31/07/2019
Augmentation du nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du DPS	22 ^e résolution	15 % de l'émission initiale	-	31/07/2019
Émission d'actions en cas d'OPE initiée par la Société (hors période d'offre publique)	23 ^e résolution	1 milliard	-	31/07/2019
Émission d'actions pour rémunérer des apports en nature consentis à la Société	25 ^e résolution	1 milliard dans la limite de 10 % du capital	-	31/07/2019
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	28 ^e résolution	2 milliards	-	31/07/2019
Attribution d'actions de performance aux mandataires sociaux, COMEX et autres cadres dirigeants	29 ^e résolution	0,06 % du capital	0,054 % du capital	31/05/2018
Attribution gratuite d'actions aux membres du personnel du Groupe	30 ^e résolution	0,4 % du capital	0,343 % du capital	31/05/2018
Augmentation de capital réservée aux adhérents de plans d'épargne	31 ^e résolution	200 millions	-	30/11/2018
Réduction de capital par annulation d'actions	32 ^e résolution	10 % du capital par période de 24 mois	-	30/11/2018

Plafonds des autorisations financières soumises au vote de l'Assemblée générale du 4 mai 2018

Nature des autorisations	Résolution	Plafonds (en euros)	Utilisation	Date d'expiration
Attribution d'actions de performance aux mandataires sociaux, COMEX et autres cadres dirigeants	17 ^e résolution	0,07 % du capital	12 mois	03/05/2019
Augmentation de capital réservée aux adhérents de plans d'épargne	18 ^e résolution	200 millions	26 mois	03/07/2020
Réduction de capital par annulation d'actions	19 ^e résolution	10 % du capital par période de 24 mois	18 mois	03/11/2019

Le récapitulatif complet des délégations et autorisations encore en vigueur accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration, ainsi que leur utilisation sur l'exercice, figure dans le Document de référence de la Société (annexe du chapitre 6.4), accessible sur le site Internet dédié à l'Assemblée générale d'Orange : www.orange.com/ag2018.

Assemblée générale mixte d'Orange du vendredi 4 mai 2018

Demande d'envoi de documents



Afin de participer activement à l'objectif environnemental que s'est fixé la société, nous vous invitons à utiliser en priorité les moyens d'information électroniques.

Pour recevoir la documentation relative à l'Assemblée générale, vous devez retourner ce document, dûment complété, à :

Orange – Service des Assemblées – BP 1010 – 75721 Paris Cedex 15

Ces documents sont également disponibles sur le site **www.orange.com/ag2018**

En outre, les titulaires d'actions nominatives peuvent, conformément à l'article R. 225-88 du Code de commerce, obtenir de la société, par une demande unique, l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures. Nota bene : le Document de référence de la Société inclus dans cette documentation excède 350 pages.

Merci de cocher les cases correspondantes à vos demandes ainsi que l'adresse d'envoi des documents :

☐ en application des dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, je demande à la société Orange de me faire parvenir l'ensemble des documents et renseignements concernant l'Assemblée générale mixte du 4 mai 2018, tels qu'ils sont énumérés à l'article R. 225-83 dudit Code.

☐ en qualité de **propriétaire d'actions nominatives**, je demande également qu'un formulaire de pouvoir et les documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce me soient adressés à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures :

☐ soit par voie électronique à l'adresse suivante : _____ @ _____

☐ soit par courrier à l'adresse mentionnée ci-après.

☐ les **propriétaires d'actions au porteur** doivent justifier de leur qualité. À cette fin :

Je déclare que mes actions sont inscrites sur un compte tenu par :

Nom et adresse de votre intermédiaire financier : _____

Intermédiaire habilité,

Et que l'attestation de participation délivrée par cet intermédiaire, constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'Assemblée, a été déposée chez BNP Paribas Securities Services, dépositaire désigné dans l'avis de convocation (articles R. 225-85 et R. 225-88 du Code de commerce).

Coordonnées de l'actionnaire (à compléter, quel que soit le mode d'envoi retenu) :

M./M^{me}

Nom, Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Fait à _____, le _____

Signature de l'actionnaire



La présente brochure a été imprimée sur un papier couché 100 % recyclable et biodégradable, fabriqué à partir de pâtes blanchies ECF (*Elemental Chlorine Free*) dans une usine européenne certifiée ISO 9001 (pour sa gestion de la qualité), ISO 14001 (pour sa gestion de l'environnement), CoC FSC (pour l'utilisation de papiers issus de forêts gérées durablement) et accréditée EMAS (pour ses performances environnementales).





Vous informer

Vous souhaitez vous renseigner
sur l'Assemblée générale mixte
d'Orange du 4 mai 2018 :

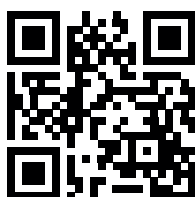
 **sur Internet :** www.orange.com/ag2018

 **par e-mail :** orange@relations-actionnaires.com

 **par téléphone :**  **0 800 05 10 10** Service & appel gratuits
ou + 33 1 40 14 80 07 hors de France
de 9 h 00 à 18 h 00, du lundi au vendredi

 **par courrier :** Orange
BP 1010 – 75721 Paris Cedex 15

 suivez le live tweet **#AGOrange2018**



Retrouvez toute l'information sur l'Assemblée générale,
la **e-convocation** et le **e-vote** sur :
www.orange.com/ag2018

Orange

Direction des Relations Actionnaires
BP 1010 - 75721 Paris Cedex 15

SA au capital de 10 640 226 396 euros – RCS Paris 380 129 866